UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Le rôle des mouvements associatifs locaux dans le développent socio-économique de la commune Bisoro (1993-2011)

Ndagije, Louis; Sous la direction de : Prof Melchior Mukuri

2012
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1969

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

LE ROLE DES MOUVEMENTS ASSOCIATIFS LOCAUX DANS LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA COMMUNE BISORO (1993 -2011)

Par
NDAGIJE Louis

Sous la direction de

Professeur Melchior MUKURI

Mémoire défendu et soutenu en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire.

Option : Enseignement et Recherche

Bujumbura, Février 2012

DEDICACE

En la mémoire de mes parents

A mes frères et sœurs

A mes cousins et cousines

A mes amis

Je dédie ce mémoire

REMERCIEMENTS

Ce travail n'aurait pas vu le jour sans la contribution de plusieurs personnes auxquelles nous tenons à exprimer notre connaissance.

Notre profonde gratitude est adressée au Professeur MUKURI Melchior qui a accepté de diriger ce travail. Ses conseils, ses suggestions, ses remarques, son encouragement et surtout ses nombreuses corrections nous ont été très utiles.

Nous remercions tous les enseignants depuis l'école primaire jusqu'à l'Université qui nous ont donné une formation tant morale qu'intellectuelle plus particulièrement ceux de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines dans le département d'Histoire.

Nos remerciements vont ensuite à l'endroit de tous les gens qui ont répondu favorablement à nos questions lors de nos enquêtes.

Nous n'oublions pas de remercier les personnes qui nous ont soutenu lors de la réalisation de notre travail. Nous pensons particulièrement à la famille NDUWAYO Gérard et le Président de l'A.A.COBI, Monsieur Thérence NDIKUMASABO.

Enfin, à tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à notre éducation, à nos camarades de classe et à nos amis, nous disons infiniment merci.

NDAGIJE Louis

SIGLES ET ABREVIATIONS

1. % : Pourcentage
2. A.A.Co.Bi : Associations des Amis de la Commune Bisoro
3. ASBL : Association Sans But Lucratif
4. ASSOCOBU : Association des Commerçants du Burundi
5. B.P.E : Bureau des Projets d'Education
6. C.I.P : Centre International de la Pomme de terre
7. Co.Co : Collège Communal
8. COOPEC : Coopérative d'Epargne et de Crédit
9. CVHA : Cultures Vivrières de Haute Altitude
10. DPAE : Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
11. E.P : Ecole Primaire
12. F.L.S.H : Faculté des Lettres et Sciences Humaines
13. FECOBU : Fédération des Coopératives du Burundi
14. FSEA : Faculté des Sciences Economiques et Administratives
15. ISABU : Institut Supérieur Agronomique du Burundi
16. ISTEEBU : Institut des Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
17. ITABU : Institut des Techniques Agricoles du Burundi
18. O.A.P : Opération d'Appui à l'auto Promotion
19. O.M.S : Organisation Mondiale de la Santé
20. ONG : Organisations Non Gouvernementales
21. Op.cit : Opere Citato
22. OPC : Opérateur de Proximité Communal
23. p : page
24. P.T.P.C.E : Projet des Travaux Publics et Création d'Emploi
25. PMN : Projet Mugamba Nord

26.PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

27.PRADECS : Projet d'Appui au Développement Communautaire et Social

28.PRASAB : Projet de Réhabilitation et d'Appui aux Secteurs Agricoles du Burundi

29.R.N : Route Nationale

30.TANU : Tanzanian National Union

31.U.B : Université du Burundi

32.UPRONA : Unité pour le Progrès National

LISTE DES TABLEAUX ET CARTE

Carte n°1. Carte administrative de la commune Bisoro.....6
Tableau n°1. La population de la commune Bisoro par colline en 1990.....10
Tableau n°2. Répartition de la population dans la commune Bisoro par tranche d'âge et par sexe en 2008.....11
Tableau n°3. Population de la commune Bisoro comparée par commune de la province Mwaro.....12
Tableau n°4. Effectifs du bétail et leur répartition par zone en 2010.....17
Tableau n°5. Collèges et lycée communaux de Bisoro.....23
Tableau n°6. Situation des coopératives dans les provinces visitées par l'O.A.P en 1998.....36
Tableau n°7. Associations de base enregistrées à Bisoro par zone et selon leurs activités.....38
Tableau n°8. La place des ONGs dans la construction des Ecoles Primaires et Secondaires.....40
Tableau n°9. Localisation des autres associations à l'exception de celles concentrées sur l'agriculture, l'élevage et menuiserie.....42

TABLE DES MATIERES

DEDICACE.....**i**

REMERCIEMENTS.....ii

SIGLES ET ABREVIATIONS.....iii

TABLE DES MATIERES.....vi

INTRODUCTION GENERALE.....1

1. Problématique.....1

2. Intérêt du sujet et objectifs poursuivis.....2

3. Méthodologie de travail.....3

4. Délimitation du travail.....3

5. Hypothèse de travail.....4

6. Articulation du travail.....4

CHAPITRE I. PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE BISORO.....5

I. Situation de la commune Bisoro.....5

II. Les caractéristiques physiques de la commune Bisoro.....6

A. Topographie.....6

B. Le climat.....7

C. Végétation.....8

D. Le réseau hydrographique.....9

III. La population de la commune Bisoro.....10

IV. Situation économique.....12

A. Agriculture dominée par les cultures vivrières.....12

1. Les cultures vivrières.....13

2. Les cultures de rente.....16

B. L'élevage.....17

C. Les projets de développement agro-pastoral en commune Bisoro.....18

1. ISABU..... 18
2. Le projet Mugamba – Nord (PMN) 18
V. Situation socio-éducative de la commune Bisoro 19
A. Etat sanitaire 19
B. Culture..... 20
C. Les infrastructures routières 21
D. Les confessions religieuses 21
E. Les places de marchés..... 22
F. Education.... 22

CHAPITRE II. LES ASSOCIATIONS DE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE BISORO..... 25
I. Définition des concepts..... 25
A. Notion d'association..... 25
B. Le concept de développement 25
C. Notion de groupement 27
II. Historique du mouvement coopératif et associatif au Burundi 28
A. Aperçu général 28
B. La période coloniale 30
C. La période post-coloniale 32
D. Le mouvement coopératif à la période de l'encadrement par l'Eglise 32
E. Le mouvement coopératif avec la prépondérance de l'encadrement de l'Etat. 33
F. La perte de vitesse du mouvement coopératif et l'émergence du mouvement associatif..... 34
III. Etat du mouvement associatif en commune Bisoro 37
A. Nature des associations 38
1. Les ONGs dans la commune Bisoro 39
2. Les ASBL créées par les natifs 40

B. Etude analytique des associations de la commune Bisoro 41
1. Une diversité associative 41
2. Une répartition inégale des associations 43
3. Le phénomène d'adhésion 44

CHAPITRE III. CONTRIBUTION DES ASSOCIATIONS DANS LE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE BISORO 48
I. Apport sur le plan social 48
A. Les incidences sur l'habitat et l'équipement domestique 48
B. Impact des associations sur la santé 50
C. Les effets sur l'éducation 52
II. Apport économique 53
A. Association et la production 53
B. Conséquences sur le mode de consommation 55
III. Analyse critique des associations 56
A. La question de gestion des associations 56
B. Des associations dépendant « de l'extérieur » 58
C. Moyens de financement des associations 60

CONCLUSION GENERALE 61

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 63

ANNEXES 66

INTRODUCTION GENERALE

1. Problématique

Au moment où nous allons nous pencher sur ce travail, nous pensons non seulement à notre devoir d'étudiant mais aussi à la question qui préoccupe plus d'un agent économique, celle du sous-développement qui reste toujours sans réponse. Cette question fut l'objet de beaucoup de recherches et elle reste toujours très préoccupante.

Au Burundi, nous remarquons que les organisations et des groupements de toutes sortes se créent et se développent. Il s'agirait de l'une des stratégies de développement qui a été initiée par l'Etat et surtout par des organismes étrangers pour sortir du sous-développement. Ils obtiennent parfois des alliances et des financements dont ils ont besoin.

Des femmes et des hommes, conscients que le développement repose sur leurs initiatives et leurs efforts, entreprennent des projets au sein des associations. Cela est le résultat des actions menées sur l'encadrement de la population, sur l'éducation et sur le développement communautaire, à la fois par le groupement et les associations indépendantes à savoir les ONGs et les ASBL dont les actions projettent sur les associations de base.

Avec l'avènement du multipartisme et du processus de démocratisation, les pouvoirs publics ont permis l'adoption d'un discours et d'une attitude favorable à toute forme d'organisation en association qu'elle soit politique, économique, religieuse, etc.

Dès lors, la multiplication des groupements de production, des associations de toutes sortes est observée partout dans le pays, y compris en commune Bisoro.

Néanmoins, certaines questions méritent d'être posées à l'égard de ses associations. Quels sont les objectifs précis et concrets que visent ces associations ? Est-ce que le fruit du travail de ces associations pourra-t-il alléger la pauvreté des associés ? Des associations existent-elles ? Contribuent-elles à la lutte contre la pauvreté ? Participent-elles au développement économique et social ?

Voilà les quelques questions auxquelles cette recherche voudrait apporter des éclaircissements en prenant l'exemple des associations œuvrant en commune Bisoro.

2. Intérêt du sujet et objectifs poursuivis

L'intérêt principal de notre travail est de connaître la situation socio-économique de notre zone d'étude, être informé sur le fonctionnement du mouvement associatif et son rôle dans le développement et contribuer à la diffusion des informations sur le développement d'une commune rurale et sur la participation de la population à l'auto développement.

L'analyse des résultats atteints par ces associations est nécessaire afin de connaître la vie réelle de leurs membres. L'objectif principal de ce travail est de s'inscrire dans un cadre d'évaluation des activités déjà réalisées par certaines associations de développement socio-économique oeuvrant en commune Bisoro.

3. Méthodologie de travail

Pour bien mener ce travail, nous avons fait recours aux informations relatives aux associations vues d'une manière générale. Nous avons approché les différentes personnalités qui s'intéressent de près aux associations, surtout celles ayant comme champs d'action, la commune Bisoro. Nous avons aussi consulté les archives du Ministère de l'Intérieur ainsi que celles des certaines ONGs et les écrits sur le mouvement associatif et les écrits de la commune Bisoro.

En outre, des entretiens avec des personnalités impliquées dans la dynamique associative ont été utiles dans la mesure où ils ont permis d'avoir des compléments d'information sur le sujet traité. Nous avons fait recours aux documents des associations et aux enquêtes orales aux membres des associations.

4. Délimitation du travail

La délimitation spatiale du sujet étudié ici, concerne les frontières actuelles de la commune Bisoro. Après avoir inventorié les associations exerçant leurs activités sur le territoire couvert par l'étude, le constat fut que le champ est vaste. Ainsi nous nous sommes limités aux seules associations à caractère socio-économique.

Quant à la délimitation temporelle, nous partons de l'année 1993 jusqu'à 2011. Notre sujet a comme borne inférieure l'année 1993, époque où le Burundi a été secoué par la crise généralisée. La population voulait se réunir en association pour lutter contre la pauvreté et resserrer les liens d'amitié.

Etudier le sujet jusqu'à 2011 nous permet d'analyser l'amélioration du niveau de vie de la population résident en commune Bisoro depuis 1993 jusqu'à 2011.

5. Hypothèse de travail

Pour atteindre nos objectifs, il nous semble utile de vérifier quelques hypothèses de travail. En rapport avec l'hypothèse générale, nous partons du postulat que les associations constituent un meilleur cadre d'encadrement de la population et offrent à leurs membres des opportunités socio-économiques pour le développement.

La formulation de l'hypothèse opérationnelle part du fait que les activités en associations facilitent l'accès au financement. La dépendance matérielle des associations constitue un handicap à la réussite. En agriculture, un meilleur encadrement technique des groupements entraîne une amélioration du rendement agricole. Néanmoins, tant que la situation économique globale reste ce qu'elle est aujourd'hui, les associations n'arriveront à faire des miracles et leur impact sur le développement socio-économique du pays en général et des populations concernées en particulier, restera limité.

6. Articulation du travail

Le travail est subdivisé en trois chapitres. Le premier concerne « La présentation de la commune Bisoro ». Le deuxième chapitre analyse « Les Associations de développement socio-économique de Bisoro ». Le troisième est consacré à la « Contribution des associations dans le développement de la commune Bisoro ».

CHAPITRE I. PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE BISORO

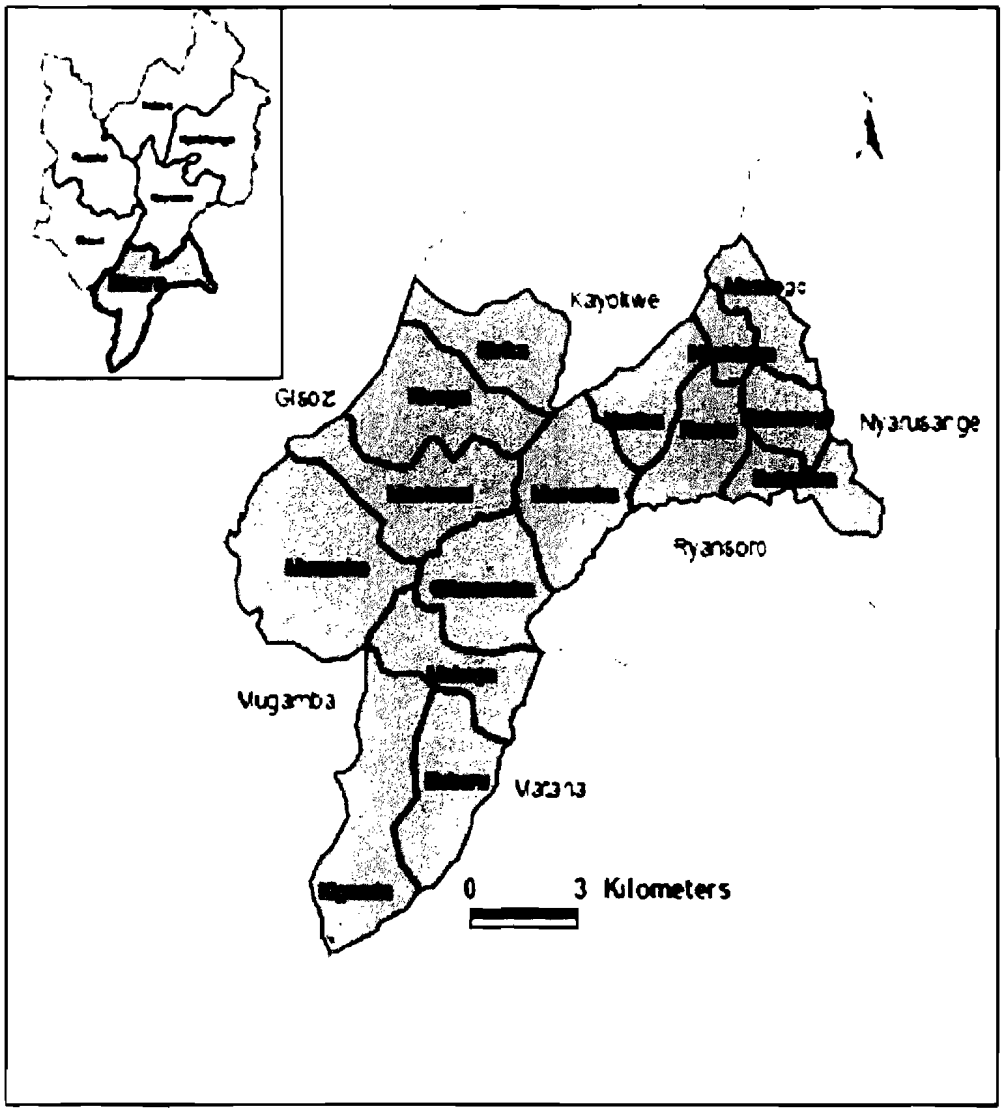
I. Situation de la commune Bisoro

La commune Bisoro est l'une des six communes (Bisoro, Gisozi, Kayokwe, Ndava, Nyabihanga et Rusaka) qui composent la province Mwaro. Elle a une superficie de 127,22 km² et connaît trois régions « naturelles » à savoir Bututsi, Kirimiro et Mugamba.

Elle est bordée au Nord-Ouest par la commune Gisozi ; au Nord par la commune Mugamba (province Bururi) ; au Sud, il y a la commune Matana (province Bururi) ; à l'Est par la commune Ryansoro (province Gitega) et au Nord-Est par la commune Nyarusange (province Gitega).

Sur le plan administratif, la commune est divisée en trois zones. Il s'agit de la zone Bisoro faite de cinq collines de recensement (Buburu, Gitaramuka, Kiganda, Mabaya et Musumba) ; de la zone Kanka avec Buhabwa, Kanka, Kariba, Masango, Nyabisiga et Rubamvye comme collines de recensement ; de la zone Rorero qui a comme collines de recensement Kirika, Kivoga, Mashunzi et Munanira.

Carte n°1. Carte administrative de la commune Bisoro



Source : Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale. Mwaro, septembre 2006.

II. Les caractéristiques physiques de la commune Bisoro

A. Topographie

La topographie de la commune Bisoro est caractérisée par les paysages suivants : le plateau de Kigabiro Masha, la zone escarpée de Munanira aux versants abrupts, la zone de plateau de Bisoro à l'Est.

Le plateau de Kigabiro Masha commence à la hauteur de Muhabo au Sud, se prolonge jusqu'au Nord où il est interrompu par la rivière Kayokwe. Il domine le centre Ouest et le Nord – Ouest de la zone d'étude. C'est le cas par exemple de Kigabiro qui est situé au Sud de Ruyange. Sur cette partie de la zone d'étude, la pente est forte au Sud – Ouest à Kigabiro, Remera et Nemba, elle est faible sur le sommet du plateau et le long de la rivière Nyagatika.

L'escarpement de Munanira est situé entre le plateau de Kigabiro Masha à l'Ouest et le plateau de Bisoro à l'Est.

A mi-versant de l'escarpement, les pentes qui étaient relativement modérées augmentent brusquement à Rwahare, Gashiha, Nyaruhombo et Nyarubanda.

La zone escarpée est bordée par des versants variés, on relève les versants à pentes fortes, alors qu'elles s'adoucissent à Gitwa, Kivoga, Kirehe et Rorero.

Le plateau de Bisoro occupe le centre, l'Est et le Sud-Est de notre zone d'étude. La partie orientale du plateau de Bisoro est essentiellement caractérisée par une pente faible par exemple à Masango, Buhabwa, Kariba, Nyabisiga et des versants à pentes modérées par exemple Kiganda, Mabaya et Gitaramuka.

B. Le climat

En commune Bisoro, ce sont des pluies qui caractérisent le climat et qui rythment la mise en valeur des terres. En effet, l'inégale répartition et leurs irrégularités ont un impact considérable sur la mise en valeur agricole de cette région.

Notre zone d'étude enregistre deux saisons : la saison pluvieuse et la saison sèche. La saison pluvieuse s'étend de Septembre au mois de Mai (neuf mois de pluie). La saison sèche s'étend de Juin à Août.

L'irrégularité des pluies constitue une des causes du déficit alimentaire dans notre région d'étude. En effet, la saison pluvieuse survient des fois avec un retard considérable. Comme le souligne Jacqueline Mayuha : « *les années 1993 et 1999 par exemple illustrent bien l'arrivée tardive des pluies pour la station Ruvyironza. Cette station a connu dans ces deux années des précipitations inférieures à 50 mm d'eau en Octobre. En 1993, elle a enregistré 22,5 m et en 1999, elle a enregistré 27,5 m* »[1].

En commune Bisoro, ce retard de précipitations pose de problèmes de soudure à la fin de la saison sèche parce que le retour de la pluie ne se fait jamais à la même période et ce d'une année à une autre. A part ces pluies, des intempéries se manifestent aussi dans notre zone d'étude. C'est le cas par exemple des précipitations qui surgissent sous forme de grêle. Si la grêle tombe en grande quantité, la production agricole en subit de dramatiques conséquences. C'est le cas des grêles qui sont tombées en zone Rorero en 2002[2].

C. Végétation

En commune Bisoro, il existe deux types de végétation à savoir la végétation naturelle et celle d'origine anthropique. Cette dernière prédomine alors que la première est en voie de disparition à cause de l'augmentation de la population qui exige de l'espace pour l'agriculture et l'élevage, et qui, partant la détruit.

En effet, la commune Bisoro se trouve dans les plateaux centraux. Le paysage est actuellement humanisé grâce à l'action de l'homme. L'agriculture, l'élevage, les feux de brousse, l'absence de la jachère, le déboisement et l'effet de l'érosion ont contribué à la dégradation des différents boisements.

[1] J.Mayuha , L'impact de la mise en valeur des terres sur l'environnement : cas de la commune Bisoro : Bujumbura, U.B. F.L.S.H, Mémoire, 2007, p.77.
[2] Commune Bisoro, Rapport communal 2002.

Aujourd'hui, l'espèce dominante est une graminée appelée *Eragrotis (ishinge)* qui occupe presque la totalité de l'espace non cultivé.

Des arbres et arbustes sont parsemés ici et là dans le paysage. Les arbustes y rencontrés sont : *Ibitovu, imitobotobo* et *Imikere.* Les arbustes sont dominés par les *Ibivumuvumu, imirinzi* et *Imikoni.*

Par ailleurs, des boisements ont été plantés dans le paysage. Il s'agit des boisements individuels. Ceux-ci s'intègrent dans les exploitations familiales tandis que les boisements communaux se localisent sur les plateaux le long des routes, des écoles et des églises.

C'est le cas des boisements communaux de Kigabiro et de Masha situés de part et d'autre de la route provinciale sur le plateau de Kigabiro – Masha. Les essences végétales les plus fréquentes sont constituées d'eucalyptus, de pinus, de cyprès et de collitris. D'autres espèces sont plantées en association avec les cultures vivrières. Il s'agit notamment des arbres fruitiers comme l'avocat et les citrons.

D. Le réseau hydrographique

Dans la commune Bisoro, le réseau hydrographique est dense. Il est drainé par deux rivières : la Mushwabure à l'Ouest et au centre et la Waga à l'Est et au Sud. Ces rivières ont des affluents qui collectent les eaux des différentes collines de la région.

Ces cours d'eau coulent parallèlement au plateau de Kigabiro - Masha et aux plateaux de Gitaramuka et Musumba vers la Ruvyironza.

III. La population de la commune Bisoro

Selon les résultats du recensement général de la population de 1990, la commune Bisoro comptait 24.634 habitants. Après 1990, la population n'a pas cessé d'augmenter ; en 2008, elle était de 32.069 habitants. Les tableaux suivants nous montrent que la population a augmenté à partir de 1990.

Tableau n°1. La population de la commune Bisoro par colline en 1990

Colline	Population résidente		
	Masculin	Féminin	Total
Buburu	561	682	**1243**
Gitaramuka	904	986	**1890**
Kanka	734	877	**1611**
Kiganda	947	1155	**2102**
Kirika	924	1078	**2002**
Kivoga	959	1136	**2095**
Mabaya	410	545	**955**
Masango	937	1184	**2121**
Mashunzi	863	1035	**1898**
Munanira	907	1044	**1951**
Musumba	763	966	**1729**
Nyabisiga	439	520	**959**
Rubamvye	737	977	**1714**
Buhabwa	664	819	**1483**
Kariba	660	844	**1504**

Source : Ministère de l'Intérieur, Recensement Général de la population du 16-30 Août 1990, province MURAMVYA, Tome II, Avril 1992, p.63.

Si nous analysons cette répartition par colline, nous pouvons remarquer que la population de la commune est inégalement répartie. Les collines de Kiganda, Kivoga, Masango, Kirika sont les plus peuplées alors que les autres collines comme Nyabisiga et Mabaya sont les moins peuplées de toute la commune.

Tableau n°2. Répartition de la population dans la commune Bisoro par tranche d'âge et par sexe en 2008

Groupe d'âge	Homme	Femmes	Total
0 - 4	3.073	2.779	**5.852**
5 - 9	2.546	2.601	**5.148**
10 - 14	2.126	2.048	**4.178**
15 - 19	1.643	1.925	**3.568**
20 – 24	941	1.371	**2.312**
25 – 29	835	1.379	**2.215**
30 – 34	648	1.060	**1.707**
35 – 39	603	872	**1.475**
40 – 44	421	642	**1.063**
45 – 49	385	589	**975**
50 – 54	333	501	**834**
55 – 59	277	356	**632**
60 – 64	242	340	**582**
65 – 69	203	251	**453**
70 – 74	186	1.426	**1.612**
75 – 79	113	144	**257**
80 et plus	194	208	**402**
Total	**14.771**	**17.298**	**32.069**

Source : Ministère du Plan et de la Reconstruction (ISTEEBU). Annuaire des statistiques du Burundi, Bujumbura, Décembre 2009, p.98.

La superficie de la commune Bisoro étant de 127,22 km² et la population estimée à 32.069 habitants, la densité démographique est 252 habitants /km² en 2008.

Cette commune n'est pas très peuplée si on la compare aux autres communes de la province Mwaro. Le tableau ci-dessous en dit long.

Tableau n°3. Population de la commune Bisoro comparée par commune de la province Mwaro

Communes	Masculin	Féminin	Total	Superficies
Bisoro	14.771	17.298	**32.069**	127,22
Gisozi	13.392	14.561	**27.953**	118,7
Kayokwe	23.014	25.737	**48.751**	118,7
Ndava	26.038	30.445	**56.483**	173,7
Nyabihanga	27.050	32.028	**59.078**	143,4
Rusaka	20.115	23.065	**43.180**	157,9

Source : Ministère de l'Intérieur, Recensement Général de la Population et de l'Habitat, 2008. Résultats préliminaires, Bujumbura, Octobre 2009, p.38.

Tout projet visant l'amélioration des conditions sociales et économiques de la population a besoin de beaucoup de bras valides, mais nous constatons que notre zone d'étude a une population à majorité jeune : (plus de 47% ont moins de 15 ans).

IV. Situation économique

Une grande majorité de la population de la commune Bisoro pratique essentiellement l'agriculture et de l'élevage. L'agriculture est dominée essentiellement par les cultures vivrières et les cultures de rente. La commune Bisoro enregistre principalement l'élevage des bovins, caprins et ovins.

A. Agriculture dominée par les cultures vivrières

Dans cette région d'étude, l'agriculture constitue la principale activité de la population. Elle contribue à assurer les besoins de la majorité de la population. Celle-ci pratique les cultures vivrières et les cultures de rente.

1. Les cultures vivrières

1° Les tubercules

Les tubercules cultivés en commune Bisoro sont principalement la patate douce, le manioc, la pomme de terre et la colocase.
La patate douce est un tubercule beaucoup consommé dans notre région d'étude. Cette plante a une grande importance en période de soudure. A ce sujet, GAHAMA Joseph fait remarquer que « *cette plante se révèle très vite une grande ressource pour les populations en temps de disette. Bien qu'elle exigeât un houage profond, elle se cultivait en toute saison, aussi bien sur les collines que dans les bas fonds humides* »[3].

L'avantage que présente ce tubercule chez le paysan est qu'il lui permet d'en faire la culture deux fois et souvent trois fois l'année, ce qui permet de faire deux à trois périodes de récolte. La récolte est, soit consommée localement, soit vendue aux marchés existant dans la commune Bisoro et dans les entités administratives voisines.

Le manioc est essentiellement cultivé dans le Kirimiro et le Bututsi. Dans ces régions, il a été constaté que les plantes «sûres » (manioc, patate douce, ...) prennent de l'importance dans l'exploitation familiale par rapport aux plantes à « risque »[4] (céréales et légumineuses). Cette importance augmente en fonction de la pression démographique. Cet intérêt vis-à-vis de ces tubercules est en effet dicté par le fait que la patate douce et le manioc sont des aliments disponibles pendant toute l'année, ce qui est très intéressant pour le paysan qui doit chaque année faire face aux périodes de soudure.

[3] J. Gahama, Le Burundi sous l'administration belge, Paris, Karthala, 2001, p.15.
[4] ISABU, Rapport annuel des recherches agronomiques, 1980, p.15.

Certes, si ces tubercules ne sont pas des aliments à haute valeur nutritive, mais ils donnent une certaine sécurité, surtout en terme de quantité.

Le manioc se consomme sous différentes formes : manioc sec, manioc frais (doux et amer), pâte de manioc et feuilles de manioc.

La pomme de terre a été introduite pour la première fois sous le régime colonial allemand ; elle a été par la suite vulgarisée par les Belges. Elle se cultive sur toutes les collines de recensement. Mais c'est dans la partie septentrionale de la commune, dans le Mugamba[5] qu'elle est plus vulgarisée et qu'elle donne de bons rendements.

Rappelons que la pomme de terre n'était pas, lors de son introduction bien accueillie par la population. A ce sujet, Gahama Joseph note que « *les pommes de terre (Ibiraya ou intofanyi, dérivés respectivement de bulaya, l'Europe et Kastoffeln) furent introduites par les Allemands. Quand on interroge les vieux, ils disent que seuls les Batwa en consommaient* »[6]. Elle a par la suite, été une culture convoitée par les burundais. Dans notre zone d'étude, on parvient actuellement à produire des excédents commercialisables grâce à l'encadrement de la station de l'ISABU se trouvant à Gisozi.

En effet, depuis 1979, un programme d'amélioration de cette culture financé par la Belgique et réalisé avec l'assistance technique du Centre International de la Pomme de terre (C.I.P) a été mis en place. Ce programme envisageait l'amélioration de cette culture sous les aspects de la sélection, de la production et de la diffusion des semences.

---

[5] Une des régions naturelles de la commune Bisoro.
[6] J. Gahama, op. cit. p.182.

La colocase est cultivée sur toute l'étendue de notre zone d'étude, plus particulièrement dans le Mugamba[7]. Comme le manioc, on peut en consommer soit le tubercule, soit les feuilles (*Igitika*). Les colocases sont généralement plantées en association avec d'autres cultures.

2° Les céréales

Les céréales cultivées dans notre zone d'étude sont l'éleusine, le maïs, le blé, etc.

L'éleusine est cultivé sur toute l'étendue de la commune Bisoro mais c'est surtout vers le Mugamba qu'on en trouve le plus[8]. On le consomme sous forme de pâte, de bouillie ou de bière.

Le maïs est une culture très répandue dans la commune Bisoro. Il est cultivé en association avec le haricot. Il constitue la base de l'alimentation dans la partie appartenant à la région naturelle de Mugamba.

Le blé est essentiellement cultivé dans le Mugamba. En effet, cette région possède des conditions écologiques les plus favorables à la culture du froment[9].

3° Les légumineuses

Deux importantes légumineuses sont cultivées dans la commune Bisoro : le haricot et le petit pois. Le haricot est la principale source protéinique au Burundi. Il est cultivé essentiellement dans les régions naturelles de Kirimiro et du Bututsi. La production reste insuffisante pour la consommation locale, on doit faire recours aux apports des autres régions, principalement de Bweru et du Buyogoma.

---

[7] Archives de la province Muramvya, Rapport annuel de la commune Bisoro, 1979.
[8] Ibidem.
[9] D.W. BERGEN, Contribution à la connaissance des régions naturelles du Burundi, région naturelle de Mugamba, Bujumbura, ISABU, 1983, p.19.

Le petit pois est une culture de haute altitude au Burundi. Il remplace en partie le haricot pour lequel les conditions climatiques y sont moins favorables. Dans notre zone d'étude, il va sans dire qu'il est principalement localisé dans la partie septentrionale appartenant à la région naturelle de Mugamba où l'altitude est généralement supérieure à 1800 m.

4° Les autres cultures vivrières

A côté de ces principales cultures vivrières déjà citées, la population de la commune Bisoro cultive les légumes et les fruits. Les légumes qu'on y trouve sont essentiellement l'oignon rouge, les choux blancs, les courges et le poireau. Ils connaissent actuellement une large extension et contribuent à la monétarisation de la population.

2. Les cultures de rente

Deux cultures industrielles sont pratiquées dans notre région d'étude : le café et le thé.

La caféiculture n'est pas très développée dans notre région d'étude. Les caféiers existant étaient situés dans la zone de moyenne altitude. Cette culture exige beaucoup de travaux d'entretien en l'occurrence la désinsectisation et le paillage. Elle permet aux cultivateurs d'avoir des revenus monétaires.

Le théier est une culture adaptée à une région à grande pluviométrie. Il trouve les conditions optimales dans la zone de haute altitude du Mugamba. Les collines de recensement sur lesquelles on pratique cette culture sont : Munanira, Mashunzi et une partie Nord de Kivoga. Cette culture a été introduite d'abord à la station de l'ISABU de Gisozi puis a été vulgarisée par la suite sur ces collines.

Notons que cette station avait l'objectif de « *créer dans la région de Gisozi Nyakararo (province de Muramvya – Arrondissement Mwaro). Un complexe théicole d'une superficie de 500 ha en parcelles familiales de 10 à 50 ares* »[10].

B. L'élevage

Au Burundi, l'agriculture et l'élevage sont des activités complémentaires. On utilise du fumier en provenance de l'élevage.

Dans notre région d'étude, les conditions climatiques sont propices à l'élevage. Celui-ci joue un grand rôle dans l'amélioration des conditions de vie de la population. Mais par suite de la pression démographique, les espaces de pâturages s'amenuisent. Des efforts sont faits ici et là pour entretenir les plantes fourragères et donner des soins au bétail notamment. Cette activité concerne non seulement les bovins mais aussi les caprins, ovins et la volaille. On y rencontre très rarement des gens qui élèvent les porcins.
En 2005, le bétail se présentait de cette manière : 4.677 bovins, 2.411 ovins et 7.353 caprins[11]. Cinq ans plus tard, les effectifs avaient augmenté. Le tableau ci-dessous en dit long à ce sujet.

Tableau n°4. Effectifs du bétail et leur répartition par zone en 2010

Zone d'élevage	Superficie en km²	Bovins	Caprins	Ovins
Bisoro	41,13	2.278	1.177	1.083
Kanka	39,43	1.333	2.606	577
Rorero	46,66	2.444	3.648	781
Total	**127,22**	**6.055**	**7.431**	**2.441**

Source : DPAE Mwaro, Rapport Annuel 2010.

[10] J. Nkunzimana, Monographie historique de la commune Bisoro, Bujumbura, U.B, FLSH, Mémoire, 2002, p.111.
[11] DPAE Mwaro, Rapport annuel, Mars 2006.

C. Les projets de développement agro-pastoral en commune Bisoro

1. ISABU

L'une des missions de l'ISABU est d'aider les paysans à avoir des variétés de cultures adaptées aux conditions tant écologiques que climatiques dans lesquelles ils vivent. L'ISABU s'intéresse aussi à l'amélioration qualitative de l'élevage bovin.

Dans le domaine agricole, il contribue à l'apprentissage des agriculteurs de nouvelles techniques de conservation des récoltes, particulièrement celle de la pomme de terre ainsi que diverses techniques de cultures par des journées dites de démonstration. Les paysans y tirent de nombreux avantages. Ils prennent connaissance de l'importance de nouvelles techniques culturales et des rendements que ces dernières donnent. En outre, cet institut procède à des essais de culture de nouvelles variétés chez les paysans.

La population peut, par ce biais, améliorer son agriculture. Notons en passant que la main d'œuvre travaillant dans la station applique dans sa plantation familiale les techniques qu'elle apprend sur le lieu de travail.

2. Le projet Mugamba Nord (PMN)

Si l'ISABU est avant tout orienté dans la recherche scientifique en matière agro-pastorale, le Projet Mugamba Nord vise l'amélioration qualitative de l'élevage bovin, l'agriculture restant par ailleurs complémentaire avec l'élevage. Il couvre une commune qui était déjà encadrée par le CVHA. Leurs activités se chevauchent.

Face à cette situation, il fallait une répartition des rôles entre les 2 projets. C'est ainsi que le CVHA a eu la mission de s'occuper de l'encadrement des cultures vivrières et industrielles, tandis que le Projet Mugamba Nord s'est vu confier la promotion de l'élevage dans cette même zone.

En 1981, le PMN a créé la ferme de Ruyange dont la mission était d'appuyer les activités du projet par la multiplication des races améliorées (Jersey, Sahiwal, Frisonne, Montbérial) et des plantes fourragères (tripsacum, desmodium, etc.).

Ce projet est très utile pour la population. Jusqu'aujourd'hui, le PMN continue à encadrer activement les populations de la commune Bisoro.

V. Situation socio-éducative de la commune Bisoro

A. Etat sanitaire

La commune Bisoro compte trois centres de santé situés au chef-lieu de chacune des trois zones de la commune : un à Bisoro, un autre à Kanka et un troisième à Rorero. Le centre de santé de Bisoro est le plus ancien ; il a été construit en 1956.

Ces trois centres de santé desservent les collines de la commune de même que des collines avoisinantes des communes limitrophes. Les infrastructures sanitaires existantes sont très insuffisantes et la couverture sanitaire est très faible. Les malades parcourent plus de 5 km pour arriver au centre de santé.

En plus, étant donné que ces centres de santé n'ont pas de médecins, NITUNGA Salvator dit que « *les malades qui ont besoin d'un médecin, sont obligés d'aller se faire soigner soit à l'Hôpital de Kibumbu soit à celui de Matana malgré la longue distance qui sépare ces derniers et les trois centres de santé* »[12].

Il n'y a pas de pharmacie dans la commune. L'accès aux médicaments est difficile pour la population de la commune. Il convient néanmoins de faire remarquer que ces centres de santé rendent d'énormes services de la population.

Bugomba note que « *pendant la colonisation, nous n'avions qu'un centre de santé, celui de Bisoro. C'était très difficile d'y arriver. Mais avec la construction de ces centres de santé, un malade peut se faire accompagner par 2 ou 3 personnes et y arrive avant que sa santé ne soit critique* »[13].

B. Culture

La culture englobe l'ensemble des éléments qui, au cours du temps, ont façonné l'identité d'un peuple ou d'une communauté. Il s'agit notamment des éléments suivants : la langue, les croyances, les mœurs, les connaissances techniques, les fondements de l'organisation sociale, le patrimoine oral et physique dont les expressions musicales, folkloriques et artistiques. Les activités culturelles les plus importantes sont :

- La danse « *Amayaya* » ;
- Tambourinaires ;
- « *Ibicuba* » (poésie postorale) ;
- « *Amazina y'ubuhizi* » (poésie valorisante).

[12] S. Nitunga, Rorero, le 11/7/2011.
[13] Bugomba, interviewé le 2/6/2010.

C. Les infrastructures routières

Le réseau routier en commune Bisoro n'est pas bien développé. Seule la route qui est aussi la ramification de la Route Nationale n°7 (RN 7) : Bujumbura-Source du Nil facilite le transport Bujumbura-Bisoro. Cette route permet aussi à la population d'atteindre le centre de Nyangwa en commune Ryansoro. Elle permet aussi d'aller au marché le plus important de la commune Bisoro : celui de Kuwimpfizi. Nous pouvons également ajouter les routes d'intérêt local qui facilitent la circulation à l'intérieur de la commune mais ces routes sont en mauvais état.

On peut dire que la voie routière est insuffisante en commune Bisoro. Pour bien viabiliser cette localité, l'intervention de l'Etat serait plus qu'une nécessité pour l'apport des moyens matériels et financiers. L'administration de la commune fait des efforts pour mobiliser la population à l'entretien des routes lors des travaux communautaires.

D. Les confessions religieuses

Dans la commune Bisoro, il existe des églises catholiques et protestantes. Parmi les églises catholiques, les unes sont du ressort de la paroisse Nyangwa (commune Ryansoro) : celle de Kuwimpfizi, Katazimiza et Rushanga, les autres dépendent de la paroisse Gisozi : Buburu, Rwahare et Nyangungu. La commune Bisoro n'a pas de paroisse.

Parmi les églises protestantes, les plus importantes sont les églises anglicanes et pentecôtistes. Les premières dépendent de la paroisse de Rweza qui est sous la direction du Diocèse de Matana. Les secondes dépendent de l'Eglise de Kiremba.

E. Les places de marchés

La commune Bisoro ne dispose pas de marchés importants. En effet, les principaux marchés y rencontrés sont celui de Kuwimpfizi, de Gitwa sur la colline de Kivoga et le marché de Kiyambu sur la colline de Kiganda. En dehors de ces marchés situés dans la commune Bisoro, les principaux échanges se font avec les marchés existants dans les communes limitrophes. Les échanges se font par exemple à Mwaro, à Matana et à Rweza. A côté de ces marchés, il y a aussi des boutiques qu'on rencontre sur les différentes collines notamment le long des routes.

F. Education

La commune Bisoro est dotée d'un enseignement primaire, secondaire et technique assez développé. Elle compte 16 écoles primaires publiques réparties en 13 directions et 3 succursales. Elles sont localisées sur les collines de recensement de chacune des 3 zones. Au cours de l'année scolaire 2005-2006, l'enseignement primaire dans la commune Bisoro comptait 7.817 élèves dont 3.861 garçons (soit 49%) et 3.956 filles (soit 51%)[14]. Quatre ans plus tard, la commune Bisoro totalisait 9.511 écoliers dont 4.694 garçons (soit 49,3%) et 4.817 filles (soit 50%)[15].

Ces effectifs ont augmenté grâce à la politique « éducation pour tous » du gouvernement burundais, traduite par la gratuité de scolarisation des enfants. Cette politique a eu comme conséquence la surcharge des salles de classe et l'insuffisance du matériel scolaire. Notre zone d'étude compte six collèges communaux et un lycée communal public. Le tableau ci-dessous montre la répartition des établissements secondaires dans notre zone d'étude.

[14] DPE Mwaro, Mars 2006.
[15] Commune Bisoro, Rapport communal 2010 (2ème trimestre).

Tableau n°5. Collèges et lycée communaux de Bisoro

Collège ou lycée	Année d'ouverture	Niveau atteint
Lycée Co. Bisoro	1992	1ère
Co. Co. Kanka	2002	10ème
Co. Co. Buburu	2002	10ème
Co. Co. Nyakabingo	2004	10ème
Co. Co. Rorero	2005	10ème
Co. Co. Muyange	2007	10ème

Source : Rapports des collèges communaux de Bisoro

Ce développement de l'enseignement doit beaucoup à l'Association des natifs de Bisoro (A.A.Co.Bi). Cette dernière a mobilisé la population pour construire les écoles et recrute les enseignants en cas de besoin.

Par ailleurs, la commune Bisoro a fait des jumelages avec les communes de Chambéry (France) et Albstadt (Allemagne). Grâce à cette coopération, le secteur de l'éducation bénéficie des apports venus de ces pays : financement pour la construction des écoles, équipement en livres et autres matériaux scolaires.

Au cours de ce chapitre, nous avons situé notre zone d'étude et fait sa présentation géographique. Sur le plan économique, nous avons vu que les activités agro-pastorales ont une grande importance.

L'agriculture est dominée par les cultures vivrières, les cultures industrielles étant constituées par le thé et le café. L'élevage qui y est pratiqué a besoin d'être amélioré. Les espaces de pâturage sont réduits par suite de la surpopulation. Les races bovines ne sont pas améliorées.

Des projets de développement implantés dans cette commune (Projet Mugamba Nord et ISABU) contribuent à l'amélioration de ce secteur primaire mais le chemin à faire est encore long.

En outre, la commune Bisoro dispose des infrastructures scolaires et sanitaires non négligeables : on y enregistre un taux se scolarisation assez élevé, des gens ont accès aux soins de santé dispensés par 3 centres de santé implantés au chef-lieu de chaque zone. Les activités culturelles et religieuses y sont pratiquées.

CHAPITRE II. LES ASSOCIATIONS DE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE BISORO

I. Définition des concepts

A. Notion d'association

Le terme « association » signifie groupement de personnes réunies dans un intérêt commun non lucratif. Le terme « association » peut être conçu soit dans un sens générique, soit dans un sens spécifique proprement juridique.

En un sens générique, ce concept désigne tout groupement volontaire et permanent formé par plusieurs personnes quels qu'en soient la forme, l'objet et le but poursuivi.

En un sens proprement juridique, le terme désigne « *le droit qui permet aux personnes qui le souhaitaient de se réunir en vue de partager d'une manière permanente un intérêt commun. Le droit d'association qui est indispensable du droit de réunion fait partie des libertés publiques* »[16].

Quoi qu'il en soit, les associations naissent d'une volonté de défense des intérêts communs. Ainsi l'objectif premier des associations n'est pas de gagner de l'argent, mais de former des hommes.

B. Le concept de développement

La signification du mot « développement » a retenu l'attention de plusieurs auteurs et nous n'en retiendrons que quelques uns.

[16] www.dictionnaire-juridique.com; le 21/7/2011.

Selon I. FREYSSINET, « *le développement se réfère aux forces de production et à l'objet quantitatif. Mais, le développement n'est pas qu'un accroissement de la production, accumulation du capital au progrès technique ; il dépasse de loin cet aspect et intègre à la fois plusieurs domaines de la vie pour le bien-être social* »[17].

Cette analyse ressemble à celle des auteurs comme COLAN et A. QUENOM pour qui, le développement est « *un ensemble de processus et mécanismes mis en place par une société pour permettre à chacun de ses membres d'accéder au maximum d'épanouissement dont il est capable. C'est un changement dont l'objectif est le bien-être des membres de la collectivité* »[18].

C. FURTADO quant à lui, distingue trois principaux volets de développement :

- Le développement économique : c'est l'accroissement des quantités des biens et services disponibles, par unité de temps, dans une collectivité sociale.
- Le développement social : il concerne le mieux-être qui repose sur le bien-être de tous. Il peut s'opérer à travers des actions sanitaires, la création et l'amélioration de la formation, la communication, l'information, la production, etc.
- Le développement politique : il concerne le pouvoir et la gestion de la vie de la communauté nationale. Il vise à promouvoir et à respecter les droits et devoirs des individus et des peuples[19].

[17] I FREYSSINET, Le concept de sous-développement, Paris, Mouton et Cie, 1996, p.9.
[18] COLAN et A. QUENOM, Santé comme un des volets de développement sanitaire en Afrique, OMS, Bureau régional de l'Afrique, Brazzaville, 1982, p.73.
[19] C. FURTADO, Développement et sous-développement, Paris, Presses Universitaires de France, 1967, p.79.

Ces différentes définitions font ressortir un élément commun : « le bien-être de la population ». Nous considérons que le développement implique une transformation et une nouvelle combinaison de tous les facteurs capables d'agir dans une société pour améliorer sa façon de vivre. Ce concept prend en compte plusieurs aspects de la vie.

C. Notion de groupement

Le terme « groupement » signifie réunion de personnes ou de choses groupées pour les intérêts communs. Il convient de noter que la formation d'un groupement répond aux différents objectifs soit qu'elle vient des paysans ou des responsables du développement rural. En effet, avant d'aller dans les localités pour promouvoir l'organisation des paysans, il faut que l'agent de développement prenne le temps de réfléchir sur les questions suivantes :

- Qu'est-ce qu'un groupement dans l'esprit des paysans ?
- Qu'est-ce qu'un groupement pour les responsables du développement rural ?

Concernant la 1ère question, il est important d'échanger avec les paysans eux-mêmes sur le sens et l'importance qu'ils accordent au terme « groupement ». Ce dernier doit pouvoir arriver à atteindre des objectifs.

Pasteur Mpawenimana conçoit ce groupement comme « *un moyen de maintenir la cohésion sociale et culturelle à laquelle ils sont attachés et que le type de développement qu'on leur propose généralement a trop souvent tendance à détruire par la création inéluctable d'inégalités économiques entre les individus d'une même communauté* »[20].

[20] P.Mpawenimana, Problématique de gestion du financement des associations œuvrant dans le secteur agricole, Bujumbura, U.B, FSEA, mémoire, 2002, p.8.

La deuxième question concerne les responsables du développement qui ont leurs opinions sur les groupements des gens. Pour eux, les groupements sont des organisations qui, selon Mpawenimana : *« Ils permettent d'alléger les tâches de l'assistance technique en les faisant exécuter par les villageois eux-mêmes, de limiter les risques pris par « sociétés d'encadrement » en rejetant la responsabilité sur les paysans, par exemple en matière de crédit et d'obtenir la modernisation à laquelle les paysans isolés ne peuvent avoir accès »*[21].

Ces trois objectifs méritent d'être nuancés pour ce qui concerne les groupements paysans burundais. Les frais de l'Etat dans les « sociétés d'encadrement » sont-ils vraiment réduis avec la formulation des groupements paysans ? Est-ce que réellement c'est l'encadrement direct de la population qui fait augmenter les coûts y relatifs ?

Le constat est que les coûts de l'encadrement sont haussés par la structure des « sociétés d'encadrement » et surtout par les coûts du service de transport.

II. Historique du mouvement coopératif et associatif au Burundi

A. Aperçu général

Les coopératives en tant que libres associations sont nées dans une situation de défense des intérêts communs. En effet, les conditions de travail inhumaines des ouvriers dans le régime capitaliste ont fait que les ouvriers se sont associés entre eux pour essayer de résoudre les difficultés communes. Ceci rejoint les propos de G Lasserre quand il écrit : « *Les ouvriers malheureux, à côté d'une bourgeoisie qui s'enrichissait, trouvèrent le remède dans l'association puisqu'il n'y avait pour eux ni l'argent, ni la culture ni la légalité.* »[22]

[21] P. Mpawenimana, op.cit., p.61.
[22] G. LASSERRE, La coopérative, Paris, PUF, 1959, p.8.

La meilleure façon de palier à ces problèmes d'une si grande envergure était de recourir à l'association. De ces associations est né un mouvement ouvrier qui se développa par différenciation croissante en trois options principales : le syndicalisme, le socialisme et la coopération.

« *La coopérative est donc née dans le même milieu social, à la même époque, de la même oppression, sous l'impulsion du même esprit que le syndicalisme et le socialisme. Elle exprime les mêmes aspirations profondes, la même conception de la vie.*»[23]

Une situation de misère serait donc à l'origine du mouvement coopératif. La coopération est donc venue résoudre ou faire face aux besoins socio-économiques qui prévalaient à un certain moment de l'histoire et dans un milieu social donné.

Quant à la précision de la période au cours de laquelle le mouvement coopératif a vu le jour, « *la date la plus retenue comme début du mouvement coopératif est l'année 1884 où 28 tisserands de Rochdale, un faubourg industriel de Manchester, décidèrent de s'unir et fondèrent la fameuse société des équitables pionniers de Rochdale* »[24].

Selon le même auteur, les pionniers ont énoncé des principes qui rendent authentiques la coopérative et qui ont été retenus comme étant les véritables règles devant régir toute coopérative pour garder son authenticité. Il s'agit de l'adhésion libre et sortie libre, le contrôle démocratique (un homme, une voix), la distribution aux membres de l'excédent au prorata de leurs opérations avec la société, l'intérêt au capital, la neutralité politique et religieuse, la vente au comptant et enfin le développement de l'éducation alimenté par un petit prélèvement sur les bénéficiaires.

[23] G.LASSERE, op.cit. p.11.
[24] S.Ndikumana, Histoire du mouvement coopératif au Burundi, Bujumbura, U.B. FLSH, Mémoire, 1985, p.4.

B. La période coloniale

Le système coopératif a vu le jour pendant la période coloniale. La Tutelle belge voulait que le système coopératif vienne transformer le monde rural. La naissance des coopératives obéissait à la politique coloniale. Comme le montre Bellon et Delfosse « *Nulle société coopérative ne pourra se fonder au Congo qu'après avoir été autorisée par le Gouverneur Général désigné par lui. L'autorité appelée à autoriser, vérifie si les statuts soumis à son approbation sont conformes aux principes généraux du droit belge en la matière.* »[25]

Les coopératives indigènes devaient chercher leur production pour finalement les amener à développer leur personnalité et leur esprit d'initiative en les habituant à assumer les responsabilités dans les limites fixées par les autorités tutélaires. Dans le cadre du Décret- loi de 1949, quelques coopératives indigènes furent créées avec une importante implantation de l'administration belge dans leur gestion : « *l'autorisation du Gouverneur Général de province délégué est nécessaire pour créer une coopérative. Elle n'est accordée que si les statuts sont conformes en principe à la loi belge.* »[26]

Il est donc aisé de remarquer que ce genre de coopératives n'était pas toujours du tout bénéfiques pour les populations locales du Congo Belge et du Ruanda-Urundi d'autant plus qu'elles ne répondaient pas à leurs besoins. Il est clair qu'en créant ces entreprises, le pouvoir colonial belge ne l'a pas fait avec l'intention de satisfaire les besoins de la population locale et en plus, l'organisation était assurée par les colonisateurs eux-mêmes. Il aurait fallu plutôt mettre en place ces entreprises après avoir inventorié les besoins urgents de ses populations.

---

[25] R.BELLON et P.DELFOSSE, Codes et lois du Burundi, Bruxelles, Larcier, 1970, p.165.
[26] Conseil colonial, Compte rendu analytique des séances, Bruxelles, 1949, p.34.

Au Burundi, les premières coopératives furent : la coopérative rurale de Mushasha Nord (Munyika-Rugombo en 1952), la coopérative rurale de la basse Rusizi (siège à Gihanga en 1952), la coopérative des planteurs de café de Butanyerera (en 1953) et la coopérative des planteurs de café de Nyamuswaga (1956)[27].

Les populations étaient exclues de la gestion et de l'administration de ces nouvelles structures. Peu avant l'indépendance du Burundi, il y a eu une tentative de la part des leaders burundais de promouvoir et de développer les coopératives. En 1960, par exemple le Prince Louis RWAGASORE lança un appel à la population en l'invitant à s'associer dans les coopératives. Pour lui, l'indépendance n'est que formelle si la population ne parvient plus à satisfaire ses besoins. Il définit la mission de l'organisation coopérative en ces termes : *« le gouvernement créera une coopérative des commerçants à l'échelle nationale et la dotera d'un capital initial. Cette coopérative aura pour mission d'installer au Burundi un réseau de magasins de gros au service des commerçants locaux. Cette coopérative recevra seule la licence d'importation pour une série d'articles dont la liste sera établie par le ministère compétent. Les bénéfices de cette coopérative serviront à son autofinancement et ne seront pas distribués. »*[28]

Nous devons souligner que par ici, les coopératives avaient une dimension politique : RWAGASORE, de même que NYERERE s'y appuyèrent pour mobiliser les masses autour de leurs partis (UPRONA et TANU) et de leurs idéaux nationalistes.

[27] M. Mukuri, Dictionnaire chronologique du Burundi, Vol 1. De Mwezi GISABO à la chute de la monarchie (1850 - 1966), p.259, 260 et 262.
[28] « Département des coopératives, état des implantations des coopératives de commercialisation et d'approvisionnement », Bujumbura, Juillet, 1992, p.6. Document inédit.

C. La période post-coloniale

Après la proclamation de l'indépendance fut créée en 1962, l'Association des Commerçants du Burundi (ASSOCOBU) avec pour objectif de récupérer et d'exploiter les avoirs laissés par les coopératives.

PULLINCKS J. souligne que : « *L'ASSOCOBU aura connu une brève période de succès jusque fin 1963 pour subir le même sort que les autres coopératives. Pour relever la situation, il a fallu créer en 1966 au Ministère d'Etat à la présidence, un département socio-économique pour la promotion des coopératives sous toutes formes. Le rapport d'activité pour l'exercice 1968 dudit département fait état de huit coopératives agricoles, d'une coopérative de pêche et de sept coopératives artisanales.* »[29]

D'après ce rapport, les coopératives avaient 4.190 membres effectifs mais dont 3.267 appartenaient seulement à trois d'entre elles. Bien qu'il ait eu beaucoup de textes d'encouragement en matière de coopératives, le mouvement coopératif a été caractérisé par des échecs. C'est un mouvement qui a connu beaucoup de difficultés.

D. Le mouvement coopératif à la période de l'encadrement par l'Eglise

Après la période coloniale, l'Eglise a joué une part considérable dans la promotion du développement des coopératives. La coopérative de Mushasha a été créée par l'initiative de l'Archidiocèse de Gitega en 1962.

Une quarantaine d'autres suivront jusqu'à la fin de 1978. Ce sont des coopératives d'approvisionnement et de commercialisation. Une fédération nationale (FECOBU) fut créée en 1975.

---

[29] J. PULLINCKS, Rapport final sur l'organisation des coopératives pilotes, Bujumbura, 1 juin 1968, p.12.

Toutes ces coopératives ont été étroitement encadrées (formations, contrôle, etc.) par les missions ou Caritas-Burundi (créée en 1971) et la plupart d'entre elles ont occupé des locaux prêtés ou concédés par les autorités religieuses.

E. Le mouvement coopératif avec la prépondérance de l'encadrement de l'Etat.

Cette période commence avec la deuxième République (1976), elle a connu son apogée autour de 1985 et se termine en 1989. Elle est marquée par la présence incontestable de l'Etat dans l'intervention auprès des coopératives d'après les prises de position de l'UPRONA dans ses congrès de l'Etat, dans les plans quinquennaux (3ème et 4ème). Cette période est aussi dominée par les coopératives formelles, d'abord d'approvisionnement, puis d'épargne et de crédit.

En 1985, naissent les premières coopératives d'épargne et de crédit. Selon Léonard Indépendance les buts essentiels de Coopec peuvent être récapitulés comme suit : « *Favoriser l'épargne de façon à accroître l'offre de capitaux ; favoriser le bon usage des prêts et réduire les risques qu'en implique l'octroi par une surveillance attentive et constante ; maintenir le coût du crédit à un niveau aussi bas que possible et rendre les sociétés suffisamment solvables pour qu'elles puissent faire appel aux capitaux externes dans une mesure suffisante et à des conditions raisonnables de façon à faire face aux besoins de leurs membres tout en fournissant des moyens financiers aux coopératives qui s'occupent d'activités autres que le crédit.* »[30]

[30] L. Indépendance, Les coopératives d'Epargne et de Crédit (Coopec) face à la problématique du crédit agricole au Burundi, Bujumbura, UB, FSEA, Mémoire, 1991, p.63.

La volonté du gouvernement exprimée dans la politique sectorielle du développement rural est de créer une coopérative de distribution et de commercialisation des produits de première nécessité par commune. Les pouvoirs publics manifestent leur volonté d'encourager l'augmentation de la production et de promouvoir la collecte de l'épargne libre en milieu rural.

F. La perte de vitesse du mouvement coopératif et l'émergence du mouvement associatif

La phase de développement du mouvement se caractérise par la stagnation des coopératives et par l'émergence du mouvement associatif. Des groupements de production et des associations d'assistance mutuelles souvent informelles se multiplient. Les promoteurs aussi se multiplient ; l'initiative vient parfois de l'Etat et le plus souvent des projets de développement, de groupes indépendants notamment ONGs et rarement des membres eux-mêmes.

Il y a donc coexistence de plusieurs types d'entreprise associative avec des appuis variés. La crise socio-économique qu'a vécue le pays depuis Octobre 1993, loin de freiner cette tendance, elle a contribué à son expansion. En 1994, on assistait à la création d'associations de ressortissants à appuyer leurs régions d'origine. Mais leur bilan n'est pas satisfaisant.

Aujourd'hui, on distingue au Burundi des organisations coopératives et associatives : les coopératives d'approvisionnement et de commercialisation dont le rôle principal est de désenclaver certaines régions où le commerce n'est pas développé ; les coopératives d'épargne et de crédit ; les associations ou les groupements de producteurs (agriculture, élevage, artisanat, etc) ; les associations d'entraide, les caisses mutuelles et les fonds de solidarité.

Les efforts de l'Etat pour appuyer ces organisations ont varié dans le temps et selon les formes d'organisation.

Sous la deuxième République, l'évolution des coopératives d'approvisionnement fut très accélérée. Beaucoup de moyens financiers ont été investis par l'Etat et la coopération internationale (PNUD) pour promouvoir le mouvement coopératif. Les secteurs ci-après ont été les plus grands bénéficiaires de la coopérative technique (PNUD).

	En milliers de $ E.U	**%**
Mise en valeur des ressources humaines	26.682	25,6
Agriculture, Foresterie et Pêches	19.448	18,7%
Santé	11.065	10,6
Transport	8.992	8,6

Source : PNUD, Coopération pour le développement au Burundi, Rapport 1992, Bujumbura, Septembre 1993, p.63.

Pasteur Mpawenimana souligne qu' *« après le constat de faible résultat des actions intérieures, le Gouvernement a défini dans la politique sectorielle du Ministère du Développement Communal et de l'Artisanat les nouvelles orientations suivantes : l'assistance des associations formelles reconnues, l'assistance à la mise sur pied des associations viables autonomes et autogérées, l'appui aux services d'approvisionnement et de commercialisation, la promotion de la collecte de l'épargne libre et de distribution du crédit mutuel et la contribution à la promotion des associations d'auto développement en faveur des femmes rurales. »*[31]

Toutes ces organisations que nous venons d'évoquer connaissent des problèmes de gestion. En effet, dans plusieurs coopératives et associations, les organes prévus par les statuts existent, mais sont inopérants.

[31] P. MPAWENIMANA, op. cit., p.14.

Le faible niveau intellectuel des paysans (analphabète pour la plupart) les empêche d'exercer un contrôle efficace sur les activités du gérant et il a été constaté que ce dernier, dans la plupart des cas, s'approprie la coopérative pour satisfaire ses intérêts personnels. Il existe souvent un fossé, une absence de dialogue entre les organes dirigeants de l'association et les membres.

L'assemblée générale n'exerce pas sa souveraineté et l'association devient l'affaire de quelques personnes. En plus, la réglementation en vigueur ne tient pas compte de la réalité des associations et groupements « informels ». Cette situation fait que ces organisations ne fonctionnent pas correctement.

A titre d'exemple, dans les provinces visitées par l'O.A.P, beaucoup de coopératives sont fermées et d'autres chancellent comme illustre le tableau ci-après.

Tableau n°6. Situation des coopératives dans les provinces visitées par l'O.A.P en 1998

Provinces	**Nombre de coopératives au départ**	**Coopératives fonctionnelles**	**Coopératives en vieillesse**	**Coopératives fermées**
Cankuzo	8	2	1	5
Muramvya	16	3	1	12
Kirundo	7	2	1	4
Ngozi	19	2	-	17
Total	**50**	**9**	**3**	**38**

Source : PNUD, Programme de Continium, Etude sur la relance, la dynamisation du mouvement coopératif et associatif, Rapport final, Bujumbura, Février 1998.

Le mouvement coopératif a suscité beaucoup d'espoirs aux premiers jours de sa création. Mais si on regarde de près le fonctionnement du mouvement coopératif et son impact sur la population ciblée, c'est-à-dire les paysans essentiellement, on se rend finalement compte que les résultats sont maigres malgré les bonnes intentions. Est-ce que les coopérateurs ont encore confiance dans ce mouvement ? Les avis sont partagés d'autant plus que certains coopérateurs, les paysans en général, ne sont pas très bien informés sur les activités de leurs coopératives et trouvent que ces structures sont l'affaire du gérant.

Par contre, le paysan semble se trouver mieux dans le mouvement associatif. La création des groupements est spontanée. On constate également que les structures d'appui, les projets de développement, les agences des Nations Unies, les ONG s'intéressent beaucoup à ce genre d'organisations.

III. Etat du mouvement associatif en commune Bisoro

En commune Bisoro, le monde associatif est une réalité. Il est divisé en deux principales catégories, par ailleurs complémentaires. Il s'agit des associations de base appelées aussi «groupements» et des grandes associations comme les ASBL et ONGs.

Le développement étant une affaire de la population elle-même, la méthode de participation dans les mouvements associatifs est jugée la meilleure. Les différents partenaires tant publics que privés se réservent le droit d'encadrement, d'assistance technique et financière aux initiatives des groupements de base. C'est ainsi que les populations surtout rurales sont appelées à s'approprier les programmes et les projets qu'elles envisagent pour leur développement.

Comme le suggère CERNEA, « *les secteurs sociaux forment en définitive un noyau central auquel doit s'ajouter les ressources financières tant publiques que privées.* »[32] Cette incitation semble avoir trouvé un écho favorable dans notre zone d'étude vue l'ampleur qu'y a pris le mouvement associatif. C'est comme si la population avait compris que la seule voie d'amélioration des conditions de vie reste la participation à l'autopromotion et cela à travers justement des associations diverses.

A. Nature des associations

Ici, nous allons classer les associations de base par secteur d'activité et par zone. Le tableau ci-dessous nous en fait une présentation globale.

Tableau n°7. Associations de base enregistrées à Bisoro par zone et selon leurs activités

Zone	Nombre d'associations	Répartition par activité
Bisoro	39	Agriculture et élevage (26)
		Agriculture (8)
		Briquerie (2)
		Apiculture (1)
		Menuiserie (1)
		Elevage (1)
Kanka	32	Agriculture et élevage (21)
		Agriculture (7)
		Menuiserie (1)
		Prêt et crédit (1)
		Couture (1)
		Pharmacie vétérinaire (1)
Rorero	28	Agriculture et élevage (16)
		Agriculture (10)
		Menuiserie (1)
		Contre SIDA (1)

Source : Par nous-mêmes à partir des données récoltées au cours de l'enquête.

[32] M.M CERNEA, La dimension humaine dans les projets de développement : les variables sociologiques et culturelles, Paris, Karthala, 1988, p.26.

La liste n'est pas du tout exhaustive. Les chiffres entre parenthèses désignent l'effectif des associations par catégories. Nous avons seulement relevé les associations qui sont au moins reconnues au niveau communal. Sinon, il y en a d'autres qui ont des activités similaires à celles relevées ci-dessus mais qui sont seulement reconnues au niveau des collines ou des sous collines.

D'autres encore ont des activités différentes de celles des premières. Elles œuvrent par exemple dans la fabrication des tuiles, dans l'environnement, dans l'alphabétisation, etc. Nous nous sommes plus intéressé aux associations œuvrant dans le secteur socio-économique que dans d'autres secteurs. Le lecteur pourra consulter la liste d'autres associations en annexe de ce travail, leur création, leurs activités principales, le responsable, le siège et le nombre des membres.

Pour la plupart des cas, les ASBL sont soutenues par les ONGs en vue de promouvoir le développement local. D'autres ont été créées à l'initiative des natifs de la commune.

1. Les ONGs dans la commune Bisoro

Elles sont fonctionnelles en commune Bisoro. Il s'agit des ONGs comme TWITEZIMBERE, B.P.E, P.T.P.C.E et PRADECS. Ces ONGs contribuent dans la construction des infrastructures scolaires dans la commune Bisoro. Ces ONGs sont présentes dans la commune Bisoro grâce à l'A.A.Co.Bi. Selon Thérence Ndikumasabo, président de cette association : « *Ces ONGs sont présentes dans notre commune sur notre demande.* »[33]

Selon le même informateur, certains établissements primaires et secondaires ont vu le jour grâce aux financements de ces ONGs. Le tableau ci-après nous montre les détails.

[33] T. Ndikumasabo, Bujumbura, le 07/6/2010

Tableau n°8. La place des ONGs dans la construction des Ecoles Primaires et Secondaires

E.P ou Co. Co	Financement
E.P BISORO	BPE
E.P BUBURU	TWITEZIMBERE
E.P KATAZIMIZA	BPE
E.P KIGANDA	TWITEZIMBERE
E.P MASANGO	PRADECS
E.P RWAHARE	TWITEZIMBERE
E.P MUNANIRA	TWITEZIMBERE
E.P RUSHANGA	BPE + BANQUE MONDIALE
Co. Co KANKA	PTPCE

Source : Par nous-mêmes à partir des informations recueillies auprès du président de l'A.A.Co.Bi.

La commune Bisoro est actuellement équipée en infrastructures scolaires. Dans la construction de ces écoles, l'œuvre de l'A.A.Co.Bi est très importante. Son président avait joué un rôle important dans cette construction par des aides qu'il demandait auprès des pays étrangers. L'administration donne aussi sa contribution en mobilisant la population de donner leurs contributions.

2. Les ASBL créées par les natifs

Les ASBL locales contribuent dans le développement socio-économique de notre zone d'étude. La plus importante est la plus connue est l'A.A.Co.Bi (Association des Amis de la Commune Bisoro).

L'A.A.Co.Bi a été créée en 1991 par un groupe d'intellectuels natifs de la commune. Son but était de développer la localité en matière de l'éducation en particulier et en matière de développement socio-économique de la commune en général.

Son fondateur Thérence Ndikumasabo témoigne : *« A notre époque, on faisait 25 km et plus pour aller à l'école. Il y avait peu d'écoliers qui pouvaient tenir jusqu'en 6ème année. En 1992, peu d'étudiants seulement natifs de notre commune étaient à l'Université. Alors, nous avons pris l'initiative de nous organiser pour construire des écoles primaires et secondaires »*[34].

Les missions de l'A.A.Co.Bi ne se limitent pas uniquement dans la construction des écoles. Elle contribue dans la recherche des livres pour les écoliers et élèves, dans l'installation des plaques solaires dans les établissements, dans l'assistance financière aux enseignants, dans l'adduction d'eau potable, etc. Elle bénéficie d'un soutien des communes de Chambéry en France et d'Albstadt en Allemagne.

B. Etude analytique des associations de la commune Bisoro

1. Une diversité associative

L'activité qui occupe une grande partie des associations recensées (63 sur 99) soit 63,63% reste l'agriculture et l'élevage. Cela n'est pas du tout surprenant car la commune qui nous intéresse est située dans la partie rurale. En plus, les membres ont compris que l'agriculture et l'élevage sont toutes deux activités complémentaires, l'agriculture pouvant subvenir aux besoins de l'élevage et vice-versa. Mais 25 associations sur 99, soit 25,25% du total s'occupent exclusivement de l'agriculture.

D'autres veulent s'orienter dans le domaine de la menuiserie. Nous avons pu relever trois associations : ABAHUZAMUGAMBI (zone Bisoro), TURIBAMWE (zone Kanka) et TUMARANUBUTE (zone Rorero) soit 3,03% du total.

[34] T. Ndikumasabo, Bujumbura le 7/6/2010.

D'autres associations encore s'occupent respectivement de la fabrication des briques, du prêt et crédit, de l'élevage, de l'apiculture, de la couture, de la pharmacie vétérinaire et de la lutte contre le SIDA. Le tableau ci-dessous nous indique leur localisation.

Tableau n°9. Localisation des autres associations à l'exception de celles concentrées sur l'agriculture, l'élevage et menuiserie

Nom de l'association	Activité principale	Zone du siège	Effectifs
ABARIGUMIJE	Pharmacie vétérinaire	Kanka	16
ASSEMU	Elevage	Bisoro	32
Caritas	Prêt et crédit	Kanka	30
DUTAHURE	Lutte contre le SIDA	Rorero	26
DUTSINDE NYAKATSI	Fabrication des briques	Bisoro	9
KIMAMARA CA MPINGWE	Apiculture	Bisoro	15
TWUBAKIRANIRE	Fabrication des briques	Bisoro	11
TWUNGURUBWENGE	Couture	Kanka	14

Nous constatons que les associations dont l'activité principale est l'agriculture et l'élevage restent prédominantes. Selon Charlotte Habonimana: « *l'agriculture et l'élevage restent le pilier du développement ici chez nous. Mais, comme le sol est devenu de plus en plus infertile, nous ne pouvons pas cultiver sans fumier provenant des troupeaux. Et, d'ailleurs nos petits enfants ont besoin de produits de l'agriculture et du lait. C'est pourquoi nous avons décidé de développer cette activité au sein des associations* »[35].

Alexis Nimbona abonde dans le même sens et précise que « *ces jours-ci où les choses ont changé, si nous ne nous associons pas, nous ne pouvons arriver à quelque chose* »[36].

[35] C.Habonimana, enquêtée le 20/7/2010 à Kanka.
[36] A. Nimbona, interviewé le 17/7/2010 à Rorero.

D'après nos recherches, la seule efficacité dans l'autopromotion repose dans l'association. Mais la mobilisation au sein des associations n'a pas rencontré le même engouement dans toutes les zones composant la commune Bisoro.

2. Une répartition inégale des associations

L'analyse de la répartition des associations en commune Bisoro montre bien qu'elles sont inégalement réparties suivant les zones. En effet, on remarque que cette concentration associative diminue du centre à la périphérie. Cela est montré par les chiffres suivants : la zone Bisoro totalise à elle seule 39 associations de base soit 39,39% du total. Plus on s'éloigne du centre, plus la fréquence associative diminue. La zone Kanka compte 32 associations soit 32,32%. La zone Rorero quant à elle totalise 28 associations soit 28,28%.

Nous avons approché nos informateurs pour savoir davantage les raisons qui expliqueraient ce phénomène. A ce propos, une enquêtée déclare : « *ici en zone Rorero, il y a peu d'associations que dans d'autres zones parce que le contact est facile entre l'opérateur de proximité communal (O.P.C) et les habitants proches du chef-lieu de la commune* »[37].

Un autre enquêté renchérit en précisant que : « *la zone Bisoro enregistre plus d'associations car les personnes qui nous sensibilisent et nous aident y accèdent facilement. Les gens qui habitent non loin du centre communal comprennent vite le bien fondé des associations car la plupart ont été sur le banc de l'école*»[38].

[37] Odette Masabo, Opérateur de proximité communal, Bisoro le 30/6/2010.
[38] Bonaventure Hakizimana de l'association TWIYUNGUNGANYE, enquêté le 25/07/2010.

L'on constate bien comme l'écrit Girard Souci qu' « *une association bien née est rarement le fruit du hasard. Pour y parvenir, il est souhaitable sinon nécessaire de respecter un certain processus méthodologique* »[39].

Pour parvenir à bien promouvoir les associations dans une société, la formation est plus que nécessaire. A. Meister a raison de noter que : « *l'absence ou le faible niveau d'instruction, le manque de connaissance et de qualification peuvent être obstacles à la participation populaire dans le cadre de certaines activités.* »[40]

Il est donc nécessaire de renforcer les capacités des personnes et de leurs organisations par une formation à caractère participatif qui intègre autant que possible les connaissances qui peuvent être exploitées dans la mise en pratique.

3. Le phénomène d'adhésion

Les enquêtes faites sur terrain montrent que les individus qui ont une situation économique aisée participent davantage aux associations et ont plus de chance d'être des responsables. Les niveaux de vie apparents ont été mis en relation avec la participation à des associations de nature diverse.

Pour le cas des agriculteurs et éleveurs, la taille de l'exploitation a été mise en relation avec la participation. Comme on peut s'y attendre, plus cette taille augmente, plus la participation est forte. Cette enquêtée le souligne : « *les gens qui ont de vastes propriétés foncières ont plus de chance de gagner beaucoup de choses grâce à l'association. Par exemple, la condition exigée pour avoir une aide en vache est d'avoir une propriété à réserver pour les plantes fourragères.* »[41]

---

[39] G. Souci, Les associations, Paris, Dalloz, 1987, p.47.
[40] A. Meister, Participation, animation et développement, Paris, Anthropos, 1970, p.88.
[41] Médiatrice Nduwimana de l'association TURWIZIBIKORWA, le 17/7/2010 à Rorero.

Estella Habonimana de l'association KORABIKUNDE abonde dans le même sens en témoignant comment elle a adhéré à l'association : « *J'avais une propriété non exploitée, les associés venaient me demander s'ils pouvaient la louer. Voyant les faibles récoltes que j'y retirais, je me suis dit que j'ai laissé passer à côté de moi bon nombre d'opportunités de développement. J'ai alors adhéré à cette association. Pour moi, c'est un double avantage : celui du surplus des récoltes et celui des frais de location* »[42]. Cela montre que plus on est à l'aise socialement, plus le degré d'adhésion dans les associations est fort.

L'analyse des informations recueillies dans notre zone d'étude montre que les participants très actifs aux associations, ont à la fois des niveaux d'instruction et des niveaux d'information plus élevés que les autres membres en général. Cet enquêté nous donne des éclaircissements : « *Au sein de l'association, les membres du comité exécutif savent au minimum lire et écrire. Ils sont bien connus par les membres de l'association.* »[43] Par ailleurs, la plupart des associations de base fonctionnent normalement grâce aux membres qui ont fréquenté l'école. Ces derniers contribuent énormément par exemple dans l'élaboration des statuts et dans l'étude des projets. Pour être parmi les dirigeants d'une association, il faut avoir un certain niveau d'instruction.

A propos de ce sujet, Léonce Sabushimike de l'association ABARIGUMIJE témoigne : « *Nos dirigeants ont été élus grâce à leur niveau d'étude aussi car ils comprennent plus vite les différentes situations et se connaissent mieux avec nos bailleurs.* »[44]

Il faut noter également que les associations qui existent dans la commune Bisoro et qui s'occupent de l'agriculture et de l'élevage sont majoritairement constituées par des femmes.

[42] E. Habonimana, Rorero le 10/7/2011.
[43] Séverin Masunzu, Rorero, le 18/7/2010.
[44] L. Sabushimike, enquêté le 20/07/2010 à Kariba.

Elles comptent 930 hommes sur un total de 2745 associés, soit 33,87%. Les femmes sont donc majoritaires. La réalité est qu'au Burundi ce sont surtout les femmes qui s'occupent de ce domaine du secteur primaire.

Véronique Ndikuriyo donne des explications de cette situation : « *La plupart des hommes sont partis ailleurs pour chercher de l'emploi. Et nous les femmes étant restées au foyer, nous nous associons pour pratiquer de l'agriculture moderne pour que nous-mêmes et nos enfants puissions trouver ce qui est nécessaire à notre survi.* »[45]

Nous pouvons dire que les femmes sont attirées par les associations plus que les hommes. Spès Ndayishimiye renchérit en notant que « *si nous ne participons pas aux associations agricoles, comment pouvons-nous nourrir nos enfants ? Nos associations agricoles nous poussent à produire beaucoup et du coup nous trouvons de quoi nourrir nos familles.* »[46]

Dans la famille, le rôle de la femme est plus remarqué que celui de l'homme. C'est le constat de Bernard Minani : « *Nourrir les enfants revient en premier lieu aux femmes. Souvent les hommes passent des journées entières en dehors de leurs familles et rentrent tard. Arrivés à la maison, ils sont soit fatigués, soit ivres et ne veulent pas savoir si les enfants ont mangé ou pas.* »[47]

Comme on le voit bien, le pragmatisme des gens entre aussi en jeu dans l'adhésion à des associations. Les groupements qui ne s'occupent pas de l'agriculture procèdent du même principe.

---

[45] V. Ndikuriyo de l'association TUZAMURANE, enquêtée le 20/07/2010 à Kanka.
[46] S. Ndayishimiye de l'association TUGIRISHAKA.
[47] B. Minani, Phénomène associatif et la vie socio-économique de la commune Bururi, Bujumbura, mémoire, U.B. FLSH, 2006, p.31.

Venant Bizoza le fait remarquer dans ces termes : « *Nous, éleveurs, nous avons intérêt de nous associer en mettant en place la pharmacie vétérinaire. Dans ce cas, nous pouvons faire une courte distance lorsque nos animaux domestiques sont malades et l'entourage y accède aussi facilement.* »[48]

Un autre critère non moins important dans la création des associations est lié à l'intégration dans la communauté. Tels sont les cas des anciens combattants qui ont été démobilisés. Emmanuel Sibomana rapporte: « *Au cours de la démobilisation, les gens de notre entourage avaient peur de nous. Mais en les tranquillisant, nous nous sommes réunis dans des associations de développement socio-économique pour montrer que nous sommes comme les autres.* »[49]

La zone que couvre notre recherche enregistre une diversité associative, mais on assiste à une répartition inégale de ces associations, soit au point de vue des activités qu'elles se sont proposées de faire, soit au point de vue spatial. En effet, la plupart de ces associations s'occupent de l'agriculture et l'élevage et le chef-lieu de la commune domine en effectif. L'agriculture et l'élevage occupent la majeure partie des associations. La fréquence des associations qui diminue du centre vers la périphérie s'explique par l'inaccessibilité de la périphérie d'une part et par le faible degré d'information des habitants des zones périphériques d'autre part. L'aisance, le degré d'information et le genre sont certains facteurs qui influencent l'adhésion aux associations en général et dans la commune qui nous intéresse en particulier. Mais au fond, la question qui mérite d'être posée est celle de savoir comment ces associations participent-elles au développement socio-économique. C'est l'objet des pages qui vont suivre.

[48] V. Bizoza de l'ASSEMU, interviewé le 25/7/2010 à Musumba.
[49] E. Sibomana de l'association TANGAMABOKO, enquêté le 15/7/2010 à Rorero.

CHAPITRE III. CONTRIBUTION DES ASSOCIATIONS DANS LE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE BISORO

Dans le deuxième chapitre, nous avons souligné la dimension développementariste des associations. Or, le développement implique un dynamisme tout à la fois social et économique, car, comme le note CERNEA : « *si les dimensions sociales sont négligées dans le cadre de projet de développement, alors les résultats sont très mitigés* »[50]. Ces associations contribuent au développement de la commune Bisoro.

I. Apport sur le plan social

L'incidence des associations présentes en commune Bisoro sur l'habitat et l'équipement domestique, sur la santé ainsi que sur son éducation est réelle et se vérifie de différentes manières.

A. Les incidences sur l'habitat et l'équipement domestique

La population bénéficiaire des projets initiés par les ONG au sein des associations apprécie positivement le programme de développement poursuivi dans l'objectif de créer les conditions, et surtout de préconiser les moyens susceptibles d'éliminer l'ignorance des masses, de transformer les mentalités et les comportements en faveur d'un désir continu orienté vers le progrès.

L'adhésion à ce programme se traduisant notamment par l'aspiration à habiter une maison décente et dans la recherche d'un équipement domestique plus ou moins suffisant.

[50] M.M. CERNEA. op.cit. p.28.

Une enquête menée auprès de 82 personnes nous indique que 46 d'entre elles ont pu satisfaire à ces besoins. Elles soulignent que les revenus additionnels issus de la production agropastorale a contribué à la construction d'une maison en matériaux durables.

Séverin Masunzu de l'association KORABIKUNDE nous a fait ce témoignage : « *Je suis membre de l'association KORABIKUNDE, nous avons des cultures et élevons des chèvres. La récolte que nous avons est quelque fois bonne. Nous parvenons à avoir des produits à vendre. Pour ma part, l'argent obtenu grâce à ma participation à l'association a énormément contribué dans la construction d'une maison en tuiles dans laquelle j'habite. Je la dois donc à notre association.* »[51]

On peut retenir que des associations contribuent à l'amélioration des conditions de la population. C'est ainsi que des membres des associations parviennent après la vente de la récolte, à acheter des tuiles ou tôles ou des portes et des chaises. Avec le temps, ils améliorent petit à petit leurs habitations. Cette incidence dépend aussi de l'organisation financière de l'association.

Déo Ntahindihiye fait remarquer qu'« *il est vrai que notre association nous permettent d'avoir un peu d'argent pour satisfaire certains besoins, mais il me semble difficile de déclarer qu'il y a quelqu'un qui s'est fait construire toute une maison à partir de l'argent tiré de cette association, seulement l'argent tiré de l'association contribue dans la réalisation de beaucoup de choses.* »[52]

[51] S. Masunzu de l'association KORABIKUNDE, enquêté le 15/07/2010 à Mashunzi.
[52] D. Ntahindihiye de l'association DUKORETWIVUYINYUMA, enquêté le 20/07/2010 à Kariba.

Néanmoins, l'argent provenant de l'association contribue dans la satisfaction de certaines situations. A ce sujet, Estella Habonimana de l'association KORABIKUNDE témoigne qu'« *il y a une année, ma maison avait été brûlée, les membres de notre association m'ont aidé dans la fabrication des briques et j'ai pu avoir les portes et les fenêtres grâce à l'argent provenant de l'association.* »[53] Il convient de noter que les liens de solidarité se développent entre les membres d'une association. Nous pouvons dire qu'à part le travail en commun des associations, elles apportent de l'assistance aux malheureux.

B. Impact des associations sur la santé

Dans ses préoccupations, chaque homme place sa santé au premier plan. Comme F. Laplantine l'affirme, « *(...) face à la maladie, on essaie pratiquement tout, on cherche à bénéficier des avantages respectifs des uns et des autres ; la thérapie traditionnelle n'exclut pas une prise en charge chimiothérapique. La première accompagne plutôt la seconde, la précède et la complète.* »[54]

Ainsi les pouvoirs tant publics que privés investissent d'énormes fonds dans les infrastructures sanitaires et ce, dans l'objectif de chercher toujours à soigner et prévenir la maladie. Cependant, tous ces efforts resteront vains tant que les populations n'auront changé de mentalités vis-à-vis de la santé et/ou de la maladie. Le gros du travail à faire reste axé sur la sensibilisation des populations rurales sur la prise en charge des problèmes sanitaires qui leur sont posés quitte à les amener à en limiter les dégâts. Il est intéressant d'analyser l'apport des associations dans l'amélioration des conditions sanitaires de la population.

[53] E. Habonimana, interviewée le 10/07/2011 à Mashunzi.
[54] F. Laplantine, Maladies mentales et thérapiques traditionnelles en Afrique noire, Paris, Ed. Universitaires, 1976, p.134-135.

Sur 82 de nos enquêtés, tout le monde reconnaît globalement que les associations ont contribué à l'amélioration de la santé de la population bénéficiaire de leurs projets.

Quand une association fonctionne correctement et que sa santé financière est bonne, ses membres parviennent à avoir de l'argent pour payer les soins de santé. Jacqueline Ndayishimiye nous parle de la contribution de l'association INKA N'IMIRIMA dans l'amélioration de la santé : « *Au sein de notre association INKA N'IMIRIMA, nous cultivons essentiellement du manioc, des haricots et du trypsacum et nous élevons des chèvres. La partie des récoltes que nous vendons nous procure de l'argent qui nous aide à réaliser beaucoup de choses y compris le paiement des soins de santé. En cas d'hospitalisation, on peut vendre une chèvre pour payer les frais d'hospitalisation.* »[55]

Il convient de noter qu'une association peut avancer de l'argent à un de ses membres pour qu'il se fasse soigner surtout quand les frais à payer sont élevés. A ce propos, Médiatrice Niyonizigiye témoigne : « *Si un associé tombe brusquement malade et qu'il a besoin d'une assistance, l'association paie les frais de transport car il y a l'ambulance mais le carburant est payé par le bénéficiaire. Aussi l'association peut prêter de l'argent au malade suivant la situation de la caisse.* »[56]

Toutes les associations ne sont pas toujours dans une bonne de situation financière. Paul Gahungu signale : « *Le peu d'argent que nous nous procurons de l'association ne suffit pas pour sauvegarder notre santé surtout que les médicaments sont chers et que nous avons besoin de cet argent pour couvrir d'autres dépenses.* »[57]

[55] J. Ndayishimiye, interviewée le 16/07/2010 à Munanira.
[56] M. Niyonizigiye, interviewée le 10/07/2011 à Rorero.
[57] P. Gahungu de l'association KORABIKUNDE, enquêté le 15/07/2010 à Mashunzi.

C. Les effets sur l'éducation

Les associations axent leurs programmes sur le développement économique, social, ... Mais elles ne sauraient réussir si elles ne s'investissaient pas dans le domaine éducatif. Selon Mialaret G. et Vial J., « *pour s'enrichir, point n'est besoin d'acheter de bonnes terres ; c'est dans les livres qu'on trouve des milliers de boisseaux de gain. Pour vivre dans la sécurité, point n'est besoin de hauts murs ; c'est dans les livres qu'on trouve les coffres remplis d'or.* »[58]

En effet, l'investissement dans le domaine de l'éducation reste un facteur clé du processus de développement, car l'adoption de toute innovation implique un processus d'apprentissage. Ce processus une fois rendu opérationnel va se traduire par l'éradication de la pauvreté et l'augmentation des revenus.

Dans notre zone d'étude, les membres d'une association utilisent l'argent qu'ils y tirent pour couvrir les besoins liés à l'éducation de leurs enfants.

Justin Sahinguvu souligne qu' « *appartenir dans une association est à encourager. L'argent tiré de l'association contribue dans le paiement du minerval de mes enfants. Même si ce n'est pas suffisant, sa part est considérable.* » [59]

Félix Nduwimana de l'association TWISUNUNURE abonde dans le même sens en disant : «*Dès mon adhésion à l'association TWISUNUNURE, l'argent provenant de l'association est réservé à l'achat du matériel scolaire par exemple les cahiers et les stylos. L'argent qui était au départ destiné àl'achat du matériel scolaire est orienté à d'autres dépenses par exemple l'achat des uniformes quelquefois.* »[60]

---

[58] Gaston Mialaret et Jean Vial, Histoire Mondiale de l'éducation, Paris, PUF, 1981, p.17.
[59] J. Sahinguvu, enquêté le 15/07/2010 à Mashunzi.
[60] F. Nduwimana, enquêté le 11/07/2011 à Bisoro.

Même si l'argent tiré des associations n'est pas suffisant pour assurer la scolarisation des enfants, il peut compléter. Par ailleurs, avec la présence de la gratuité de l'enseignement primaire, les charges sont diminuées pour les parents.

II. Apport économique

Pour bien évaluer l'apport économique des associations en commune Bisoro, nous nous sommes basé sur trois aspects à savoir : le mode de production, la croissance de la production et le mode de consommation.

A. Les Association et la production

Le chapitre précédent nous a montré que l'agriculture et l'élevage intéressent la majorité des associations de base. Il reste à vérifier si les agriculteurs et éleveurs aspirent au moins à produire au-delà de leurs besoins pour se constituer des réserves et/ou vendre le surplus. Il est question aussi de voir s'il y a eu changement d'attitudes vis-à-vis des pratiques traditionnelles.

Toujours est-il que les membres des associations apprennent des connaissances nouvelles relatives aux techniques agricoles et pastorales. A ce sujet Melchior Ntamubano évoque leur expérience : « *Depuis que nous avons adhéré à des associations, on nous a appris à planter des semences sélectionnées et des techniques culturales modernes, à lutter contre les insectes et maladies qui ravagent nos champs.* »[61]

Oscar Sabimpa fait le même constat : « *Nos bailleurs nous incitent à pratiquer un élevage moderne. Ils nous conseillent de garder les vaches à l'étable et les y nourrir. Cela fait que nous ramassions beaucoup de fumier. Ce dernier nous paraît de grande importance dans la fertilisation de nos champs.*

[61] M. Ntamubano de l'association ABAFATANAMUNDA, enquêté le 24/07/2010 à Mabaya.

Après nous récoltons beaucoup et nos vaches produisent une bonne quantité de lait. »[62]

Les rendements obtenus par les cultivateurs sont le plus souvent intéressants surtout quand cette association a en son sein un encadreur agricole bien formé. Cette situation s'est produite dans l'association JIJUKA TURIME TWORORE KIJAMBERE qui a comme encadreur un Technicien agricole. A ce sujet, le chef de cette association note : « *Au début, nous n'avions pas d'encadreur et la production était insignifiante. Mais avec notamment la présence du technicien agricole et grâce à ses conseils notamment la sélection des semences, semer en ligne, nous voyons que la production va en augmentant.* »[63]

Il est intéressant de faire remarquer que les membres des associations contribuent à la bonne organisation de leurs champs ou leur production mais aussi contribuent à stimuler leurs voisins dans la mise en valeur de leur propriété. A ce sujet, Madugu évoque son cas : « *Je n'appartiens pas à aucune association mais leur façon d'aménager les champs m'a impressionnée. Je copie leurs techniques et je parviens à produire plus qu'avant.* »[64]

Des fois, des encadreurs agricoles invitent les gens à s'inspirer des exemples tirés des associations. Par cette vulgarisation, il y a un changement d'attitudes. Toujours est-il que cette vulgarisation n'a pas pour unique fonction d'enseigner et de faire adopter une pratique améliorée, mais de changer l'état d'esprit de l'agriculteur et de l'encourager à prendre l'initiative d'améliorer son exploitation et son foyer.

---

[62] O. Sabimpa de l'association SOHORAMABOKO MWIYUNGURUZE enquêté le 15/07/2010 à Kirika.
[63] Sylvestre Ngenge, enquêté le 10/07/2011 à Mashunzi.
[64] Madugu enquêté le 13/07/2011 à Rorero.

B. Conséquences sur le mode de consommation

Si les revenus s'améliorent et que l'autosuffisance alimentaire assurée, les conditions de vie de la populations bénéficiaire se trouvent, elles aussi, améliorées. Nous allons évoquer les effets de l'encadrement au sein des associations sur le mode de consommation des populations rurales.
La création des associations induit d'autres comportements auprès des bénéficiaires et de la population avoisinante, ce qui influence la gestion des produits obtenus. Selon Marie Ndayirorere de l'association TWIYUNGUNGANYE, « *les récoltes obtenues dans l'association vont être réparties comme suit : une partie est réservée à la consommation dans nos familles, une autre partie est vendue pour nous procurer ce dont nous avons besoin. Une partie d'argent est épargnée à la COOPEC ou à la Poste ou encore nous l'investissons dans l'achat d'un animal domestique. Ce dernier contribue de façon considérable dans la fertilisation du sol.* »[65]

Ici, les dépenses se situent à deux niveaux : le premier concerne les dépenses pour l'achat des produits de premières nécessités et le second pour les dépenses – investissements notamment le paiement des frais de scolarité.

De façon succincte, nous constatons que grâce aux surplus issus de l'augmentation de la production agropastorale, des modèles inédits de comportements apparaissent et en particulier ceux qui concourent à une meilleure utilisation du supplément de production. La reconnaissance des « dépenses – investissement » comme nouveau mode de consommation marque déjà un pas progressif dans le processus de développement.

[65] M. Ndayirorere de l'association TWIYUNGUNGANYE, le 25/07/2010 à Kiganda.

Même si on vient d'énumérer le côté positif des associations, des critiques aussi ne manquent pas envers elles.

III. Analyse critique des associations

Actuellement, la plupart des gens pensent qu'une des voies de lutte contre la pauvreté qui hante notre pays, surtout dans le monde rural serait la participation au sein des associations de développement. Les discours politiques reviennent souvent sur cette nécessité de s'associer.

D'après nos enquêtes recueillies en commune Bisoro, nous avons constaté que la population de cette localité a répondu à cet appel par une adhésion remarquable aux différentes associations locales. En plus, la plupart de nos enquêtés affirment pouvoir tirer profit de leurs associations locales. Mais toujours est-il que ces associations ne peuvent pas éliminer complètement la pauvreté étant donné que les bénéfices que l'on en tire sont des fois limités.

A. La question de gestion des associations

Gérer une entreprise individuelle ou une organisation économique collective, c'est prendre un ensemble de décisions pour atteindre les objectifs préalablement fixés. Ces décisions sont d'ordre financier, économique et elles concernent aussi les ressources humaines.

Pour ce faire, l'on doit suivre les normes en vigueur en la matière. Comme l'a écrit Girard Souci, « *toute activité qui compte un aspect financier si minime soit-il, suppose par souci de bonne gestion, l'établissement de certains documents comptables permettant de faire périodiquement le point de la situation. Or, une association perçoit au moins des cotisations de ces membres destinées à couvrir les dépenses courantes.*

Ces documents peuvent se présenter selon les associations sous diverses formes, du cahier d'école ou système informatique le plus sophistiqué en passant par la technique de la comptabilité en partie double. »[66]

Mais le constat fait dans notre zone d'étude montre que le minimum n'est pas bien rempli. Certaines associations n'ont pas de compte ni à la COOPEC de Bisoro, ni à la Poste de Bisoro. Il s'agit essentiellement des associations éloignées du chef-lieu de la commune. Elles se contentent de choisir un trésorier qui conserve l'argent chez lui et ce, avec tout le risque qu'une telle situation comporte.

Aussi le niveau de formation de ces trésoriers laisse à désirer. A cela ajouter le fort pourcentage d'analphabétisme que l'on trouve chez la plupart des associés. Ainsi dans l'association ABAKERAKIVI, sur 27 membres 10 seulement savent lire et écrire. L'association SOHORAMABOKO TWIYUNGURUZE se trouve dans une situation identique puisque sur 23 membres, seulement 12 ont des connaissances faibles en lecture et en calcul.

Selon nos informateurs, le taux des connaissances en lecture est faible car les femmes participent dans les associations plus que les hommes et les femmes n'ont pas fréquenté l'école par rapport aux garçons.

Nous avons donc constaté que les associations situées près du chef-lieu de la commune Bisoro sont mieux organisées. En effet, ces associations bénéficient plus facilement des crédits de la part des ONGs. Aussi, les habitants du chef-lieu de la commune ont pour la plupart une formation relativement élevée. Ils sont des fois promoteurs de ces groupements dont par ailleurs ils assurent la gestion. Ces associations ont la plupart ouvert les comptes à la COOPEC.

[66] G. Souci op. cit. p.397.

A titre d'exemple, nous pouvons citer les associations TWIYUNGUNGANYE, DUSHIGIKIRIMPUVYI, INKA N'IMIRIMA, etc. Leur système de gestion est dans l'ensemble efficace.

B. Des associations dépendant « de l'extérieur »

Nous avons déjà montré que les associations existent dans la commune Bisoro mais leur origine est pour la plupart inspirée par des gens qui vivent à l'extérieur de la commune, les natifs œuvrant dans d'autres lieux, les autorités administratives ou les agents du développement. Ainsi, les associations suivantes sont dans cette situation :

Nom de l'association	Année de création	Zone de siège
DUSANGIRIKIVI	2010	Bisoro
TURIBAMWE	2010	Bisoro
TWIYUNGUNGANYE	2010	Bisoro
KIMAMARA CA MPINGWE	2010	Bisoro
DUKEBURANE	2010	Kanka
TUZAMURANE	2010	Kanka
TURIME TWIMBURE	2009	Rorero

Source : Par nous-mêmes, à partir de l'enquête.

La liste n'est pas du tout exhaustive car beaucoup disent que c'est leur initiative. Selon Odette Masabo, « *avant l'an 2004, la commune Bisoro était en arrière dans le domaine du mouvement associatif. C'est pourquoi, il y avait mise en place d'une branche (Opérateur de proximité communal) pour renforcer le mouvement associatif* »[67]

Les associations sont donc le résultat d'une mobilisation pour l'autodéveloppement. A côté de cette situation que nous venons de brosser, on trouve dans la commune Bisoro des associations qui sont nées par imitation de celles qui existent déjà. Tels sont les cas des associations suivantes :

[67] O. Masabo, Opérateur de proximité communal, le 10/06/2010.

Nom de l'association	Année de création	Zone de siège
TWISUNUNURE	2009	Bisoro
SOHORAMABOKO	2008	Bisoro
BUMWE	2008	Bisoro
DUSOHORAMABOKO	2008	Bisoro
TWIYUNGURUZE	2009	Bisoro
TWIGARUKIREKO	2008	Kanka
TUREMESHANYE	2008	Kanka
TWIZERANE DUKORERE HAMWE MU BURIMYI N'UBWOROZI	2009	Rorero
TWIYUNGUNGANYE	2009	Rorero
TURIME TURWANYE UBUKENE	2008	Rorero

Source: Nous-mêmes à partir d'une enquête menée auprès des associations

En fait, leur création a été motivée par les avantages visibles qu'en tiraient les membres et qui étaient bien appréciés par les voisins de ces derniers. Canésius Ntakarutimana souligne : « *L'idée de créer une association est venue de la réalisation des autres associations. Quelque fois les associés venaient louer un terrain chez moi et je voyais que leur récolte était bonne. C'est pour cette raison que moi et mes amis avons eu l'idée de créer une association.* »[68]

Ainsi, il convient de rappeler que cette dépendance se remarque aussi sur les plans matériel et économique. A titre d'exemple, les associations suivantes ont bénéficié des dons de chèvres de la part du PRASAB. Il s'agit de l'association ABAZAHAGEZE qui a reçu 56 chèvres, UNGANIRABATWA : 55 chèvres et DUFATANEMUNDA : 99 chèvres.

La plupart des associations de base de la commune Bisoro parviennent à tenir plus ou moins débout grâce aux aides extérieures.

[68] C. Ntakarutimana de l'association BUMWE enquêté le 12/07/2011.

C. Moyens de financement des associations

Les ressources dont peuvent disposer les associations se composent des ressources courantes inscrites au compte de résultat (cotisation, subventions de fonctionnement) et des ressources plus exceptionnelles destinées à permettre l'acquisition des immobilisations nécessaires et à financer les avances indispensables.

En effet, les ressources de financement se répartissent en deux catégories à savoir le financement interne et externe. Le financement interne ou autofinancement est composé de l'ensemble des moyens de financements dégagés par l'association du fait de son activité. Pour mener leur fonctionnement, les associés doivent payer régulièrement leur cotisation mais dans notre zone d'étude, les cotisations ne sont pas perçues à temps.

Selon Aline Ngendakumana, « *les cotisations nous parviennent avec un retard considérable. Les associés attendent que les membres du comité exécutif convoquent une réunion en rapport avec le paiement des cotisations.* »[69]
Cette situation freine énormément le développement des activités de l'association, ce qui peut bloquer les appuis qui peuvent venir de l'extérieur.

L'opérateur de proximité communal Odette Masabo nous le fait remarquer dans ces termes : « *Les aides extérieures exigent des conditions. Par exemple, une association qui a demandé des vaches doit montrer la taille de l'étable et présenter quelques hectares contenant les plantes fourragères (tripsacum).* »[70] Les associations bien organisées reçoivent parfois des aides qui leur permettent de bien remplir leur mission et d'étendre leurs activités.

[69] A. Ngendakumana de l'association BUMWE, le 26/07/2010 à Gitaramuka.
[70] O. Masabo, Opérateur de Proximité Communal, le 30/06/2010.

CONCLUSION GENERALE

Le mouvement associatif au Burundi en général et dans la commune Bisoro en particulier est une réalité. Etant donné que dans le monde entier l'auto-promotion est encouragée, nous avons essayé de voir l'état du mouvement associatif dans notre zone d'étude.

Dans le premier chapitre de notre travail, nous avons donné la présentation générale de la commune Bisoro. C'est une commune qui a une population à majorité jeune.

Au niveau économique, la grande partie de la population vit de l'agriculture et l'élevage. On y cultive des cultures aussi vivrières qu'industrielles. Des agriculteurs et éleveurs font recours aux projets de développement agro-pastoral à savoir ISABU et Projet Mugamba Nord en cas de besoin.

Sur le plan éducatif, la commune Bisoro est dotée d'un enseignement primaire et secondaire. Elle enregistre 16 écoles primaires publiques, six collèges communaux et un lycée communal public.

Dans le deuxième chapitre, nous avons montré l'état des associations de développement socio-économique de Bisoro. Généralement la situation socio-économique de la commune Bisoro a montré qu'il y a encore un long chemin à parcourir pour la satisfaction des besoins.

Au Burundi, le mouvement coopératif est né dans une situation de difficulté socio-économique durant la période coloniale, avec l'ambition de surmonter les obstacles au développement. Malheureusement, ce mouvement a connu beaucoup de difficultés qui l'ont conduit à son échec et sa disparition.

Pour le cas de la commune Bisoro, le mouvement associatif est une réalité. La plupart de ses associations s'occupent de l'agriculture et de l'élevage et le chef-lieu de la commune domine en effectifs. L'agriculture et l'élevage occupent la majeure partie des associations.

Le troisième chapitre est consacré à la contribution des associations dans le développement de la commune Bisoro. Les associations ont fourni un effort considérable dans l'amélioration des conditions de vie des populations de cette localité. Les effets positifs dans le domaine social, sanitaire et éducatif ont été enregistrés. Avec le travail en commun des associés, nous constatons des surplus issus de l'augmentation de production.

Malgré cela, la route est encore longue pour espérer arriver à un développement social et économique durable par l'action des seules associations. Souvent, l'essentiel manque : les membres ne sont pas instruits, les associations dépendent de l'extérieur matériellement et financièrement, la gestion des associations est douteuse n'ayant aucun outil de gestion.

Nous ne pouvons pas avoir relevé toutes les difficultés empêchant les associations de base à impulser un développement socio-économique car elles doivent être nombreuses.

Nous inviterons les futurs chercheurs à pousser davantage la réflexion quitte à montrer au grand jour que le phénomène associatif ne constitue pas une baguette magique de lutte contre la pauvreté. En effet, la politique associative est une grille de lecture des acteurs de développement qui a changé et qui peut toujours changer suite à ses imperfections qui la conduisent à son incapacité aux résultats escomptés.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages généraux

1. BELLON, R. et DELFOSSE, P., Codes et lois du Burundi, Bruxelles, Larcier, 1970, 329p.
2. BERGEN, D.W., Contribution à la connaissance des régions naturelles du Burundi, région naturelle de Mugamba, Bujumbura, ISABU, 1983, 144p.
3. CERNEA, M.M., La dimension humaine dans les projets de développement : les variables sociologiques et culturelles, Paris, Karthala, 1988, 182p.
4. COLAN et QUENOM, A., Santé comme un des volets de développement sanitaire en Afrique, O.M.S, Bureau Régional d'Afrique, Brazzaville, 1982, 176p.
5. FREYSSINET, I., Le concept du sous développement, Paris, Mouton et Cie, 1996, 289p.
6. FURTADO, C., Développement et sous développement, Paris, Presse Universitaire de France, 1967, 288p.
7. GAHAMA, J., Le Burundi sous administration belge, Paris, Karthala, 2001, 467p.
8. LAPLANTINE, F., Maladies mentales et thérapies traditionnelles en Afrique noire, Paris, Ed. Universitaire, 1996, 227p.
9. LASSERRE, G., La coopérative, Paris, QSJ, PUF, 1959, 312p.
10. MEISTER,A. Participation, animation et développement, Paris, Anthropos, 1970, 152p.
11. MIALARET, G., et VIAL, J., Histoire Mondiale de l'éducation, Paris, Presses Universitaires de France, 1981, 366p.
12. MUKURI, M., Dictionnaire chronologique du Burundi, Vol. 1, De MWEZI GISABO à la chute de la monarchie (1850 – 1966), Bujumbura, Presses Lavigerie, 2011, 282p.
13. SOUCI, G., Les associations, Paris, Dalloz, 1987, 304p.

Mémoires

1. INDEPENDANCE, L., Les coopératives d'Epargne et de Crédit (Coopec), Bujumbura, UB, FSEA, Mémoire, 1991, 131p.
2. MAYUHA, J., L'impact de la mise en valeur des terres sur l'environnement : cas de la commune Bisoro, Bujumbura, U.B, F.L.S.H, Mémoire, 2007, 102p.
3. MINANI, B., Phénomène associatif et la vie socio-économique de la commune Bururi, Bujumbura, U.B, F.L.S.H, Mémoire, 2006, 104p.
4. MPAWENIMANA, P., Problématique de Gestion du financement des associations oeuvrant dans le secteur agricole, Bujumbura, U.B, FSEA, Mémoire, 2002, 112p.
5. NDIKUMANA, S., Histoire du mouvement coopératif au Burundi, Bujumbura, U.B, F.L.S.H, Mémoire, 1985, 75p.
6. NKUNZIMANA, J., Monographie historique de la commune Bisoro, Bujumbura, U.B, F.L.S.H, Mémoire, 2002, 122p.

Autres documents

1. Archives de la province Muramvya, Rapport annuel de la commune Bisoro, 1979.
2. Commune Bisoro, Rapport Communal, 2002
3. Conseil colonial, Compte rendu analytique des séances, Bruxelles, 1949.
4. Département des coopératives, états des implantations des coopératives de commercialisation et d'approvisionnement, Bujumbura, Juillet 1992, document inédit.
5. DPAE Mwaro, Rapport annuel, Mars 2006.
6. DPE Mwaro, Rapport annuel, Mars 2006.
7. ISABU, Rapport annuel des recherches agronomiques, 1980.

8. PNUD, Rapport Annuel sur la Coopération au développement, 1993, 331p.
9. PULLINKS, J., Rapport final sur l'organisation des coopératives pilotes, Bujumbura, 1 juin 1968, 31p.
10. République du Burundi, Ministère du Plan et de la reconstruction (ISTEEBU), Annuaire des statistiques du Burundi, Bujumbura, décembre 2009, p.98.
11. www.dictionnaire-juridique.com:Consulté le 21/07/2011.

ANNEXES

ASSOCIATIONS DE BASES RECENSEES DANS LA COMMUNE BISORO

1. Zone BISORO

Nom de l'association	Date de création	Activité principale	Nom et Prénom du responsable	Zone du siège	Hommes	Femmes	Total
1. DUSANGIRIKIVI	15/02/2010	Agri-élevage	BIGIRIMANA Désiré	BISORO	5	8	13
2. TURIBAMWE	07/05/2010	Agri-élevage	NIHANGAZA Gloriose	BISORO	0	26	26
3. TWISUNUNURE	03/06/2009	Agri-élevage	NTAHOMBAYE André	BISORO	20	5	25
4. TWIYUNGUNGANYE	24/04/2010	Agri-élevage	BUKURU Salvator	BISORO	2	13	15
5. KIMAMARA CA MPINGWE	31/03/2010	Apiculture	KAMANGU Noël	BISORO	15	0	15
6. ABAKERAKIVI	11/12/2004	Agriculture	NZEYIMANA Estella	BISORO	0	27	27
7. ABAHUZAMUGAMBI	31/12/2005	Ménuiserie	KIGABO Bernard	BISORO	10	0	10
8. JIMBERE	26/02/2006	Agri-élevage	NTIRANDEKURA Pierre	BISORO	15	5	20
9. GARUKIRA ISUKA	14/01/2007	Agri-élevage	MBONAYO Marc	BISORO	10	5	15
10. ABAHUZAMIGAMBI	18/02/2002	Agriculture	SAGAHUNGU Salvator	BISORO	14	6	20
11. SOHORA AMABOKO	10/07/2008	Agri-élevage	BAZOMBANZA Marie	BISORO	9	21	30
12. ASSEMU	1996	Elevage	BIGIRINDAVYI Bernard	BISORO	24	8	32
13. DUKORE TWITEZIMBERE	08/05/2006	Agri-élevage	NIYONZIMA Déogratias	BISORO	19	1	20
14. TWIZIGIRANE	02/10/2007	Agri-élevage	KANYANA Candide	BISORO	1	40	41
15. TURWIZUMWIMBU	04/03/2005	Agri-élevage	GAKIZA Donatien	BISORO	12	8	20
16. TWIYUNGUNGANYE	2000	Agri-élevage	MADUWA Denis	BISORO	8	7	15
17. DUFATANEMUNDA	27/11/2007	Agri-élevage	KABUNUZA Pierre	BISORO	6	19	25
18. DUKERIKIVI	21/09/2007	Agriculture	NTAKIYIGA Claude	BISORO	9	7	16
19. TUZIGANIRIZE IMIRYANGO	30/07/2004	Agri-élevage	NGENDANZI Stéphanie	BISORO	4	14	18
20. TWIZERANE	26/04/2003	Agri-élevage	BIZIMANA Gilbert	BISORO	14	6	20
21. TERIMBERE	10/12/2007	Agri-élevage	NDAYISHIMIYE Omer	BISORO	81	25	106
22. ABAFATANAMUNDA	04/12/2006	Agri-élevage	NTAMUBANO Melchior	BISORO	6	19	25
23. DUKORERE HAMWE	30/04/2006	Agri-élevage	BAKANIBONA J. Baptiste	BISORO	10	8	18
24. IZERE	07/05/2007	Agri-élevage	NZOYISABA Ferdinand	BISORO	7	2	9
25. DUFASHANYE	16/05/2007	Agri-élevage	BAGORIKUNDA Dieudonné	BISORO	23	28	51
26. DUTSINDE NYAKATSI	28/09/2006	Fabrication des briques	BIZIMANA Gilbert	BISORO	9	0	9
27. TWIYUNGUNGANYE	22/03/2007	Agri-élevage	NDAYIRORERE Marie	BISORO	1	19	20

28. TWUBAKIRANIRE	17/04/2004	Fabrication des briques	NINDEREYE Jérôme	BISORO	11	0	11
29. URUNANI RW'ABAKUKURUKE	28/02/2005	Agri-élevage	BANGIRINAMA Simon	BISORO	16	0	16
30. UMUCO	27/12/2004	Agriculture	MADUWA Denis	BISORO	12	0	12
31. SOHORAMABOKO	10/07/2008	Agri-élevage	NKUNZIMANA Ezechiel	BISORO	16	14	30
32. DUFATANEMUNDA	26/03/2007	Agriculture	NIYUNGEKO Paul	BISORO	9	12	21
33. TURWANYE SIDA DUFASHE IMPFUVYI	02/01/2003	Agri-élevage	NIRAGIRA Marie	BISORO	12	11	23
34. ABAHUZAMIGAMBI	02/11/2007	Agriculture	SAGAHUNGU Salvator	BISORO	12	10	22
35. BUMWE	08/07/2008	Agriculture	NTAKARUTIMANA Canésius	BISORO	4	17	21
36. DUSOHORAMABOKO	28/01/2008	Agriculture	NTAHONSIGAYE Mélance	BISORO	4	17	21
37. DUKENYEREZIGUME	12/02/2001	Agri-élevage	RUDUDURA Charles	BISORO	5	34	39
38. REMA NTIWIHEBURE	11/09/2006	Agri-élevage	NZOYISABA Ferdinand	BISORO	15	6	21
39. TWIYUNGURUZE	12/02/2009	Agri-élevage	NDAYIKENGURUKIYE Chantal	BISORO	0	31	31
TOTAL					**441**	**489**	**930**

2. Zone KANKA

Nom de l'association	Date de création	Activité principale	Nom et Prénom du responsable	Zone du siège	Hommes	Femmes	Total
1. TWIGARUKIREKO	08/01/2008	Agri-élevage	BARAGORA François	KANKA	7	18	25
2. TURWANYE INZARA	27/02/2006	Agriculture	RURAKENGEREZA Salvator	KANKA	34	3	37
3. DUKEBURANE	15/03/2010	Agri-élevage	HAKIZIMANA Marie	KANKA	0	22	22
4. TUZAMURANE	07/05/2010	Agri-élevage	NTEZUKOBAGIRA Ferdinand	KANKA	4	18	22
5. ABARIGUMIJE	31/12/2005	Pharmacie vétérinaire	BIGIRIMANA André	KANKA	16	0	16
6. TWIYUNGUNGANYE	10/04/2006	Agri-élevage	NIBITANGA Marie Chantal	KANKA	0	24	24
7. CARITAS	14/12/2009	Commerce et crédit	RUZOBAVAKO Marc	KANKA	10	20	30
8. TURWANYE INZARA	17/02/2006	Agriculture	RURAKENGEREZA Salvator	KANKA	8	41	49
9. TUGIRISHAKA	29/09/2004	Agriculture	NDUWIMANA Victoire	KANKA	0	24	24
10. TWIYUBAKE	14/06/2006	Agri-élevage	NTAHONDAHURIRA Léocadie	KANKA	0	38	38

11. IGIKORWA CIZA	31/08/2007	Agri-élevage	NAMBAZIMANA Consolate	KANKA	2	30	32
12. DUHUZIMIGAMBI	11/07/2007	Agri-élevage	NIYONIZIGIYE Nestor	KANKA	3	9	12
13. DUKORERE HAMWE TURONDERE KAZOZA MU RWARUKA	26/06/2006	Agri-élevage	NAYUBURUNDI Désiré	KANKA	6	46	52
14. TWUNGURUBWENGE	30/04/2007	Couture	NIBOGORA	KANKA	0	14	14
15. TURIBAMWE	10/04/2007	Ménuiserie	BUNAME Pierre	KANKA	18	0	18
16. DUKORE TWIVUYE INYUMA	05/11/2007	Agri-élevage	NDIKUMANA J. Berchmas	KANKA	9	7	16
17. UNGANIRABATWA	13/11/2006	Agri-élevage	HAKIZIMANA Conalie	KANKA	0	23	23
18. IMPAMAGARIRWA GUTEBUKA	07/02/2007	Agri-élevage	HARERIMANA Dorothée	KANKA	14	4	18
19. TURONDERE KAZOZA	10/04/2006	Agriculture	NKUNZIMANA Jérémie	KANKA	4	31	35
20. NIYONZIRA Y'URUKUNDO	09/10/2006	Agri-élevage	NYANDWI Sophie	KANKA	0	33	33
21. DUTANGAMABOKO	12/12/2005	Agri-élevage	BUCUMI Hélène	KANKA	0	30	30
22. DUSHIRIMBERE IBIKORWA	20/06/2007	Agri-élevage	NSHIMIRIMANA Claudine	KANKA	0	27	27
23. NTUSUBIRINYUMA	10/07/2006	Agriculture	NDEREYIMANA Imelde	KANKA	20	37	57
24. ABANAMARIMWE	10/01/2007	Agriculture	NINTERETSE Gloriose	KANKA	3	19	22
25. TWIYUNGUNGANYE	02/03/2006	Agri-élevage	NIBOGORA Dorèque	KANKA	0	37	37
26. TUREMESHANYE	14/07/2008	Agri-élevage	NDARYIYUMVIRE Michel	KANKA	8	12	20
27. TWIJUKIRIBIKORWA	06/08/2007	Agri-élevage	NTACONAYIGIZE Mélancie Ancile	KANKA	12	53	65
28. TUGIRISHAKA	29/09/2004	Agriculture	NDIKUMANA Victoire	KANKA	0	24	24
29. TWIJUKIRIBIKORWA	13/09/2007	Agri-élevage	NDUWIMANA Victoire	KANKA	4	62	66
30. KEREBUKA	31/12/2007	Agri-élevage	IRAMBONA Eric	KANKA	28	22	50
31. DUSHIGIKIRIMIGAMBI Y`ITERAMBERE	25/04/2007	Agri-élevage	NTAHOTURI Marc	KANKA	13	47	60
32. DUTEZIMBERE INGO ZACU	30/04/2007	Agriculture	MINANI Fidès	KANKA	1	49	50
TOTAL					**215**	**833**	**1048**

3. Zone RORERO

Nom de l'association	Date de création	Activité principale	Nom et Prénom du responsable	Zone du siège	Hommes	Femmes	Total
1. ABADUZAKIVI	06/02/2005	Agri-élevage	BANGANUMUNSI Bernard	RORERO	16	18	34
2. TWIZERANE DUKORERE HAMWE MU BURIMYI N'UBWOROZI	10/07/2009	Agri-élevage	NDORUKWIGIRA Estella	RORERO	2	28	30
3. TWIYUNGUNGANYE	16/01/2009	Agri-élevage	NDORUKWIGIRA Léocadie	RORERO	3	58	61
4. SOHORA AMABOKO TWIYUNGURUZE	10/07/2007	Agriculture	NSHIMIRIMANA Marguerite	RORERO	1	22	23
5. ABAZAHAGEZE	10/02/2009	Agri-élevage	MASUNZU Sévérin	RORERO	13	6	19
6. ABARANDAMURAKIVI	08/12/2003	Agriculture	NIYONSABA Salvator	RORERO	2	11	13
7. DUTAHURE	17/05/2005	Lutte contre SIDA	MANIRAKIZA Louis-Marie	RORERO	12	14	26
8. AFAAGRI (Association Familiale Agricole)	25/10/2001	Agriculture	NDARUZENZE Joseph	RORERO	8	8	16
9. TANGAMABOKO	26/06/2006	Agriculture	SIBOMANA Emmanuel	RORERO	16	0	16
10. KORABIKUNDE	18/09/2001	Agri-élevage	MASUNZU Sévérin	RORERO	17	3	20
11. DUHARANIRE AMAJAMBERE MU BIKORWA	03/07/2006	Agri-élevage	NIYONGABO Damien	RORERO	8	12	20
12. TURIME TURWANYE UBUKENE	08/01/2008	Agriculture	MASABO Cyriaque	RORERO	3	17	20
13. INTAMUHEBA	24/01/2001	Agri-élevage	MAYUBA Léonidas	RORERO	31	5	36
14. JIJUKA TURIME TWORORE KIJAMBERE	13/08/2007	Agri-élevage	NGENGE Sylvestre	RORERO	11	13	24
15. MUKENYEZI NTURAMBIRWE	11/09/2008	Agri-élevage	NDIKUMANA Joselyne	RORERO	0	37	37
16. TURWIZIBIKORWA	17/03/2008	Agri-élevage	NIYONGABO Oscar	RORERO	12	5	17
17. DUSHIGIKIRIMPFUVYI	03/07/2007	Agri-élevage	SINARINZI Félicité	RORERO	19	16	35
18. TUMARANUBUTE	13/07/2006	Ménuiserie	NGENDABANYIKWA Tharcisse	RORERO	10	0	10
19. DUSENYERE KU MUGOZI UMWE	20/02/2007	Agri-élevage	MAHURAGIZA J. Marie	RORERO	16	16	32
20. DUFASHANYE	27/04/2004	Agriculture	SAKUBU Pierre	RORERO	23	17	40
21. INKA N'IMIRIMA	21/08/2006	Agri-élevage	NDAYISHIMIYE Jacqueline	RORERO	8	27	35
22. DUKORE BIKUNDE	18/09/2001	Agriculture	MASUNZU Sévérin	RORERO	16	4	20
23. DUSOHORAMABOKO	06/02/2007	Agri-élevage	NZEYIMANA Etienne	RORERO	8	3	11

24. DUKOMEZE IBIKORWA	09/06/2006	Agri-élevage	NAHISHUBIJE Pierre	RORERO	6	9	15
25. ABASANGIRAJAMBO	17/12/2007	Agri-élevage	NKURIKIYE Denise	RORERO	2	18	20
26. ABASANGIRAMPUZU	18/08/2008	Agriculture	KARAKURA Charles	RORERO	6	30	36
27. DUKORERE HAMWE	20/05/2008	Agri-élevage	NSABIMANA Judith	RORERO	0	47	47
28. TURIME TWIMBURE	07/04/2009	Agriculture	MAYOYA Vénant	RORERO	5	49	54
TOTAL					**274**	**493**	**767**

LISTE DES PERSONNES ENQUETEES

Nom et Prénom	Colline	Age	Fonction
1. BAMBONEYEHO Sylvestre	MUNANIRA	43 ans	Cultivateur
2. BAMPORUBUSA Alphonsine	KARIBA	33 ans	Cultivatrice
3. BANGIRINAMA Concilie	KIRIKA	35 ans	Cultivatrice
4. BARANSAKAJE Médiatrice	MASANGO	33 ans	Cultivatrice
5. BARIBARIRA Déodath	MUSUMBA	65 ans	Service d'Etat Civil
6. BIZIMANA Gilbert	MUSUMBA	37 ans	Cultivateur
7. BIZOZA Vénant	MUSUMBA	60 ans	Eleveur
8. BUCUMI Hélène	RUBAMVYE	50 ans	Cultivatrice
9. BUGOMBA	MASHUNZI	80 ans	Cultivateur
10. GAHUNGU Paul	MASHUNZI	40 ans	Cultivateur
11. HABONIMANA Calinie	MUSUMBA	41 ans	Cultivatrice
12. HABONIMANA Charlotte	KARIBA	30 ans	Cultivatrice
13. HABONIMANA Estella	MASHUNZI	52 ans	Cultivatrice
14. HABONIMANA Jacqueline	BUBURU	28 ans	Cultivatrice
15. HAKIZIMANA Bonaventure	KIGANDA	44 ans	Enseignant
16. HAKIZIMANA Concilie	MASANGO	39 ans	Cultivatrice
17. HAKIZIMANA Marie	RUBAMVYE	38 ans	Cultivatrice
18. HAVYARIMANA Spès	BUBURU	34 ans	Cultivatrice
19. HORICUBONYE Côme	KARIBA	38 ans	Menuisier
20. KAMANGU Noël	KIGANDA	44 ans	Cultivateur
21. KAMARIZA Anne Marie	KARIBA	38 ans	Cultivatrice
22. KANYANA Candide	KIGANDA	36 ans	Cultivatrice
23. KUBWAYO Sylvain	MASHUNZI	46 ans	Cultivateur
24. MADUGU	KIVOGA	60 ans	Cultivateur
25. MANIRAKIZA Louis Marie	KIRIKA	38 ans	Enseignant
26. MANIRAKIZA Marc	BUBURU	41 ans	Cultivateur
27. MANIRAMBONA Pierre	KIGANDA	45 ans	Cultivateur
28. MASABO Cyriaque	MASHUNZI	43 ans	Cultivatrice
29. MASABO Odette	GITARAMUKA	34 ans	Opérateur de Proximité Communal
30. MASUNZU Sévérin	MASHUNZI	43 ans	Secrétaire Communal
31. MBONIMPA Adeline	MASANGO	32 ans	Couturière
32. MUNEZERO Daphrose	GITARAMUKA	52 ans	Cultivatrice
33. NAMBAZIMANA Consolate	KARIBA	42 ans	Cultivatrice
34. NDABIRABE Marguerite	MASHUNZI	38 ans	Cultivatrice
35. NDAYENGENGE Anaclet	KIGANDA	40 ans	Cultivateur
36. NDAYIRORERE Marie	KIGANDA	44 ans	Cultivatrice
37. NDAYISHIMIYE Jacqueline	MUNANIRA	38 ans	Cultivatrice
38. NDAYISHIMIYE Jacqueline	KIVOGA	34 ans	Cultivatrice
39. NDAYISHIMIYE Omer	MUSUMBA	33 ans	Cultivateur
40. NDAYISHIMIYE Spès	KARIBA	37 ans	Cultivatrice
41. NDEREYIMANA Imelde	RUBAMVYE	31 ans	Cultivatrice
42. NDIKUMANA Joselyne	KIVOGA	37 ans	Cultivatrice
43. NDIKUMASABO Thérence	MUNANIRA	68 ans	Homme d'Affaire
44. NDIKURIYO Sévérin	MASANGO	48 ans	Cultivateur
45. NDIKURIYO Véronique	NYABISIGA	39 ans	Cultivatrice
46. NDUWAYO Désiré	KIGANDA	39 ans	Cultivateur
47. NDUWIMANA Félix	MUSUMBA	43 ans	Cultivateur

48. NGENDABANYIKWA Tharcisse	KIRIKA	36 ans	Menuisier
49. NGENDAKUMANA Aline	GITARAMUKA	38 ans	Cultivatrice
50. NGENDAKUMANA Jacqueline	KIGANDA	29 ans	Cultivatrice
51. NGENDANZI Stéphanie	KIGANDA	35 ans	Cultivatrice
52. NGENGE Sylvestre	MASHUNZI	48 ans	Enseignant
53. NGEZAHAYO Aloys	KIVOGA	39 ans	Enseignant
54. NIBIRANTIZA Rénilde	BUBURU	44 ans	Cultivatrice
55. NIBITANGA Marie Chantal	NYABISIGA	38 ans	Cultivatrice
56. NIMUBONA Alexis	MUNANIRA	36 ans	Cultivateur
57. NINTERETSE Gloriose	KARIBA	38 ans	Cultivatrice
58. NINTERETSE Rose	MUSUMBA	36 ans	Cultivatrice
59. NITUNGA Salvator	KIVOGA	38 ans	Technicien Médical
60. NIYONDIKO Pierre	MABAYA	41 ans	Cultivateur
61. NIYONGABO Oscar	KIVOGA	38 ans	Cultivateur
62. NIYONIZIGIYE Médiatrice	KIVOGA	35 ans	Enseignante
63. NKEZIMANA Emelyne	RUBAMVYE	26 ans	Cultivatrice
64. NKURUNZIZA Médiatrice	MUSUMBA	34 ans	Cultivatrice
65. NSHIMIRIMANA Claudine	MABAYA	31 ans	Cultivatrice
66. NSHIMIRIMANA Claudine	MASANGO	25 ans	Cultivatrice
67. NTAHINDIHIYE Déo	KARIBA	40 ans	Cultivateur
68. NTAMUBANO Melchior	MABAYA	40 ans	Cultivateur
69. NYANDWI Sophie	MASANGO	50 ans	Cultivatrice
70. NZEYIMANA Anésie	KIRIKA	33 ans	Cultivatrice
71. NZEYIMANA Estella	MABAYA	27 ans	Cultivatrice
72. NZEYIMANA Etienne	KIRIKA	34 ans	Cultivateur
73. SABIMPA Oscar	KIRIKA	36 ans	Enseignant
74. SABUSHIMIKE Léonce	KARIBA	37 ans	Cultivateur
75. SAGAHUNGU Salvator	GITARAMUKA	50 ans	Cultivateur
76. SAHINGUVU Justin	MASHUNZI	55 ans	Cultivateur
77. SIBOMANA Emmanuel	KIVOGA	34 ans	Cultivateur
78. SIBONIYO Charlotte	MUNANIRA	34 ans	Cultivatrice
79. SIMBAVIMBERE Marthe	KARIBA	44 ans	Cultivatrice
80. SINABAJIJE Imelde	KIRIKA	35 ans	Cultivatrice
81. SINDAYE Jacqueline	KARIBA	29 ans	Cultivatrice
82. SINDIMWO Thierry	MASHUNZI	37 ans	Enseignant